états financiers du Québec

année financière terminée le 31 mars 1987

Gouvernement du Québec
Ministère des Finances

ISSN 0381-0844
ISBN 2-550-17822-X

Dépôt légal — 4e trimestre 1987
Bibliothèque nationale du Québec

TABLE DES MATIÈRES

PRÉSENTATION 5

SOMMAIRE DES OPÉRATIONS FINANCIÈRES 7

1
OPÉRATIONS BUDGÉTAIRES
Sommaire 9
Revenus 11
Crédits, dépenses et variations 12
Sommaire des dépenses par ministère et par mission 14

2
OPÉRATIONS NON BUDGÉTAIRES
Sommaire 17
Placements — actions, obligations, billets, prêts et avances 18
Compte des régimes de retraite 20
Autres comptes 20
Provision pour perte sur placements en actions 21

3
FINANCEMENT
Sommaire 23
Variation de l'encaisse 24
Nouveaux emprunts 24
Remboursements d'emprunts 25

4
ACTIF ET PASSIF — DETTE NETTE
Sommaire 27
Actif et passif 28
Dette nette 30
Notes complémentaires 31

5
TABLEAUX COMPLÉMENTAIRES DÉTAILLANT LES POSTES DE L'ACTIF ET DU PASSIF
Comptes à recevoir 43
Placements 44
Continuité du compte d'accords de perception fiscale 46
Comptes à payer 46
Continuité du compte des régimes de retraite 47
Bons du trésor, obligations et autres emprunts 47
Échéancier sommaire des obligations et autres emprunts moins les fonds d'amortissement 48
Emprunts garantis par le gouvernement du Québec 49
Engagements financiers 50
Échéancier sommaire des engagements financiers pour le remboursement du principal des emprunts contractés pour des dépenses en capital 51

6
STATISTIQUES
État sommaire des opérations financières 1977-1978 à 1986-1987 54
Statistiques comparatives des revenus 1978-1987 56
Statistiques comparatives des dépenses 1978-1987 57
Statistiques budgétaires et financières 58

PRÉSENTATION

Le ministère des Finances publie annuellement trois séries de documents concernant l'état des finances du gouvernement du Québec et les résultats de ses opérations financières.

En cours d'année, afin de rendre compte de l'évolution des opérations financières et d'en permettre la comparaison avec les prévisions du Discours sur le budget du 1er mai 1986, *la Synthèse des opérations financières* a été publiée à la fin de chacun des trois premiers trimestres.

La présente publication, les *États financiers du Québec pour l'année terminée le 31 mars 1987* complète les informations relatives aux résultats réels de l'année 1986-1987 dont les principales données ont été présentées à la première Synthèse pour 1987-1988, en plus de présenter à la dernière section, certaines statistiques financières et budgétaires pour les dix dernières années.

Les résultats des opérations financières 1986-1987 sont présentés dans ce document sur la base des conventions comptables en vigueur à compter du 1er avril 1986. Par rapport aux conventions comptables en usage antérieurement, on note les modifications suivantes : l'inscription aux dépenses de toutes les dettes pour biens et services acquis et transferts dus sans relation aux crédits ; la présentation des placements en actions du gouvernement dans ses entreprises selon leur valeur de consolidation, la participation du gouvernement dans leurs résultats étant portée à ses opérations budgétaires ; la conversion en monnaie canadienne des emprunts en monnaies étrangères au taux de change en vigueur au 31 mars avec amortissement de la variation de change aux dépenses ; l'inscription aux dépenses de la variation de la provision pour créances douteuses.

Ces modifications aux conventions comptables ont été appliquées rétroactivement pour fins de comparaison aux résultats des années 1977-1978 à 1985-1986.

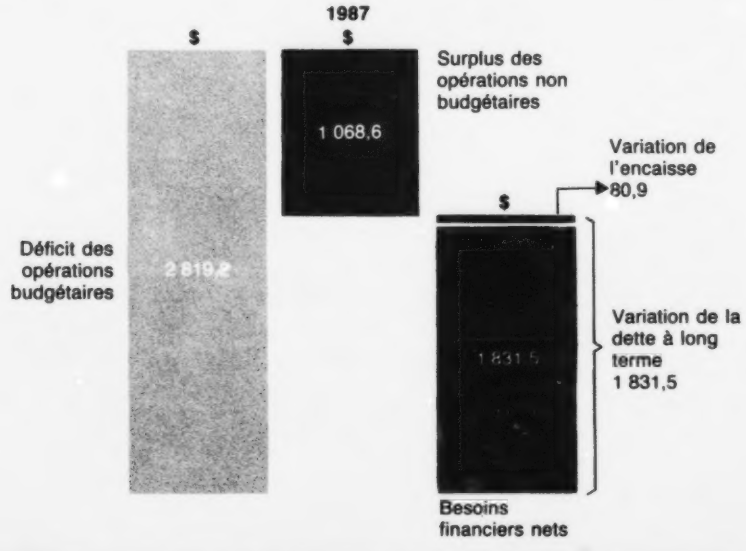
Les *Comptes publics*, préparés au ministère des Finances selon la section VIII de la Loi sur l'administration financière (L.R.Q., c. A-6), comprennent, en autres, les états financiers du gouvernement, le Rapport du Vérificateur général sur ces états ainsi que ses observations s'y rapportant. Les *Comptes publics* reprennent également de façon encore plus détaillée les renseignements relatifs à l'état des finances du gouvernement pour l'année écoulée. Aux termes de la Loi, le Ministre des Finances doit déposer les *Comptes publics* à l'Assemblée nationale au plus tard le 31 décembre suivant la fin de l'année financière ou, si la Législature ne siège pas, au plus tard le quinzième jour au cours duquel elle siège par la suite.

SOMMAIRE DES OPÉRATIONS FINANCIÈRES
ANNÉE FINANCIÈRE TERMINÉE LE 31 MARS 1987

(en millions de dollars)

Ce sommaire démontre de quelle façon les besoins financiers sont établis et comment le Gouvernement y a pourvu.

SECTIONS		1987	1986
1	**Opérations budgétaires**		
	Revenus	+ 25 646,2	+ 24 285,2
	Dépenses	– 28 465,4	– 27 629,1
	Déficit	– 2 819,2	– 3 343,9
2	**Opérations non budgétaires**		
	Placements — actions, obligations, billets, prêts et avances	– 350,2	– 4,7
	Compte des régimes de retraite	+ 1 354,8	+ 1 269,0
	Provision pour perte sur placements en actions	– 29,5	+ 45,1
	Autres comptes	+ 93,5	+ 294,5
	Solde	+ 1 068,6	+ 1 603,9
	BESOINS FINANCIERS NETS	– 1 750,6 [1]	– 1 740,0
3	**Financement**		
	Variation de l'encaisse	– 80,9	– 18,0
	Variation de la dette à long terme	+ 1,831,5	+ 1,758,0
	TOTAL	+ 1 750,6 [1]	+ 1 740,0



N.B.: Le signe (–) signifie un besoin de financement et le signe (+) signigie une source de financement.

[1] Excluant les opérations directement portées à la dette nette apparaissant à la page 30 et le solde non amorti de la variation du change étranger inscrite au poste « frais reportés ».

OPÉRATIONS BUDGÉTAIRES

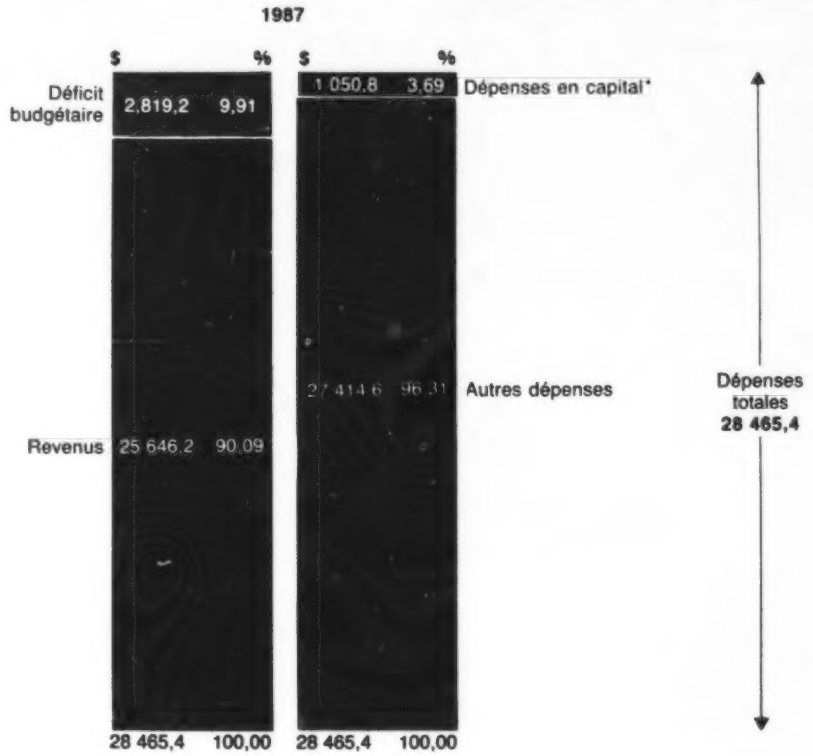
Les opérations budgétaires regroupent les transactions afférentes aux revenus et dépenses du Gouvernement, y compris celles relatives aux dépenses en capital.

Le résultat net de l'ensemble de ces opérations a une incidence directe sur la dette nette.

SOMMAIRE
ANNÉE FINANCIÈRE TERMINÉE LE 31 MARS 1987

(en millions de dollars)

	1987	1986
Revenus	+ 25 646,2	+ 24 285,2
Dépenses	– 28 465,4	– 27 629,1
Déficit des opérations budgétaires	– 2 819,2	– 3 343,9



* Dont 582 763 000 $ par paiement de transfert.

OPÉRATIONS BUDGÉTAIRES
ANNÉE FINANCIÈRE TERMINÉE LE 31 MARS 1987

(en milliers de dollars)

REVENUS

DÉTAIL

	Total		Variation	
	1987	1986*	$	%
Impôts sur le revenu et les biens				
Impôt sur le revenu des particuliers	8 427 680	7 966 328	461 352	5,8
Contributions des employeurs au Fonds des services de santé	1 828 955	1 600 799	228 156	14,3
Impôts des sociétés[1]	1 216 952	1 082 010	134 942	12,5
Droits de successions	9 164	30 514	(21 350)	(70,0)
	11 482 751	10 679 651	803 100	7,5
Taxes à la consommation				
Ventes au détail	3 624 296	3 175 635	448 661	14,1
Carburants	1 144 655	1 084 069	60 586	5,6
Tabacs	569 312	534 826	34 486	6,4
Repas et hôtellerie	361 329	327 719	33 610	10,3
Autres[2]	138 833	126 918	11 915	9,4
	5 838 425	5 249 167	589 258	11,2
Droits et permis				
Véhicules automobiles	313 890	283 918	29 972	10,6
Boissons alcooliques	74 527	70 074	4 453	6,4
Ressources naturelles[3]	94 144	93 223	921	1,0
Pari mutuel	26 998	26 417	581	2,2
Autres	92 012	84 340	7 672	9,1
	601 571	557 972	43 599	7,8
Revenus divers				
Ventes de biens et services	265 600	210 298	55 302	26,3
Intérêts	245 851	214 913	30 938	14,4
Amendes, confiscations et recouvrements	159 465	116 202	43 263	37,2
	670 916	541 413	129 503	23,9
Revenus provenant des sociétés d'État				
Société des alcools du Québec	360 671	356 816	3 855	1,1
Loto-Québec	360 375	302 671	57 704	19,1
Hydro-Québec	303 000	209 000	94 000	45,0
Autres sociétés d'État	81 277	70 214	11 063	15,8
	1 105 323	938 701	166 622	17,8
Total des revenus autonomes	19 698 986	17 966 904	1 732 082	9,6
Transferts du gouvernement du Canada				
Péréquation	2 747 847	2 854 147	(106 300)	(3,7)
Autres transferts liés aux accords fiscaux	1 821 859	1 941 687	(119 828	(6,2)
Contributions aux programmes de bien-être	1 107 757	1 198 297	(90 540)	(7,6)
Autres programmes	269 798	324 117	(54 319)	(16,8)
Total des transferts du gouvernement du Canada	5 947 261	6 318 248	(370 987)	(5,9)
Total des revenus	**25 646 247**	**24 285 152**	**1 361 095**	**5,6**

* Les chiffres de 1985-1986 ont été redressés pour tenir compte des modifications aux conventions comptables (Voir note complémentaire 11, page 33)

[1] Comprend l'impôt sur les profits des sociétés, la taxe sur le capital et celle sur les primes qui en tient lieu pour les compagnies d'assurances

[2] Comprend la taxe sur les télécommunications et sur la publicité électronique

[3] Comprend les ressources forestières, minières et hydrauliques

OPÉRATIONS BUDGÉTAIRES
ANNÉE FINANCIÈRE TERMINÉE LE 31 MARS 1987

(en milliers de dollars)

CRÉDITS, DÉPENSES ET VARIATIONS

SOMMAIRE PAR MINISTÈRE

Ministères et organismes*	Crédits initiaux	Crédits supplémentaires	Virements et transferts de juridiction	Crédits autorisés
	+	+	+,(−)	=
1 Affaires culturelles	192 858	860	6 638	200 356
2 Affaires municipales	746 098	5 452[3]	1 863	753 413
3 Agriculture, Pêcheries et Alimentation	507 097	25 644	1 427	534 168
4 Approvisionnements et Services	21 532	13 187[4]	16	34 735
5 Assemblée nationale	60 039			60 039
6 Commerce extérieur et Développement technologique	23 604		601	24 205
7 Communautés culturelles et Immigration	28 885		494	29 379
8 Communications	226 107	6 473	2 461	235 041
9 Conseil exécutif	35 441		72	35 513
10 Conseil du trésor	19 739		(17)	19 722
11 Éducation	4 587 644	3 054	157 611	4 748 309
12 Énergie et Ressources	384 452	9 020	5 286	398 758
13 Enseignement supérieur et Science	2 492 840	9 031	64 644	2 566 515
14 Environnement	249 326	4 535	1 065	254 926
15 Finances	3 501 833	20 280	(558 220)	2 963 893
16 Industrie et Commerce	310 918		49 694	360 612
17 Justice	363 698	2 561	2 959	369 218
18 Loisir, Chasse et Pêche	195 056	645	14 423	210 124
19 Main-d'oeuvre et Sécurité du revenu	3 049 025		(15 182)	3 033 843
20 Office de planification et de développement du Québec	45 868	10 000	(8 959)	46 909
21 Organisme relevant du ministre délégué à l'Administration	945 058		355	945 413
22 Organismes relevant de la ministre déléguée à la Condition féminine	85 130			85 130
23 Organismes relevant de la Vice-présidente du Conseil exécutif	182 881	5 000	(47)	187 834
24 Personnes désignées par l'Assemblée nationale	24 690[2]			24 690
25 Régie de l'assurance-maladie du Québec	1 685 844[1]	56 700		1 742 544
26 Relations internationales	48 872	6 689	4 117	59 678
27 Revenu	258 408	9 400	122	267 930
28 Santé et Services sociaux	6 280 849[1]	4 411	259 722	6 544 982
29 Solliciteur général	479 072	2 006	5 245	486 323
30 Tourisme	73 917	1 000	310	75 227
31 Transports	1 630 226	10 000	2 713	1 642 939
32 Travail	56 756		587	57 343
Provision pour créances douteuses		79 000		79 000
Provision perte sur placements en actions				
	28 793 763	**284 948**	**0**	**29 078 711**

* Comprend les ministères et organismes énumérés à l'annexe 1 des notes complémentaires, page 34.

	Variation			Dépenses totales (y compris dépenses en capital) =	Dépenses en capital		
	Crédits non utilisés (–)	Dépassements aux crédits Permanents +	Prêts, Placements et Avances (–)		Par le Gouvernement	Par paiement de transfert	Total
1	5 449		15	194 892	876	19 458	20 334
2	21 082	255	18	732 568	841	65 193	66 034
3	33 453	5 444	204	505 955	6 360	41 340	47 700
4	4 027		11	30 697	413		413
5	3 825		7	56 207	3 776		3 776
6	756		106	23 343	253		253
7	819		22	28 538	165	195	360
8	9 198		15	225 828	4 414	375	4 789
9	1 689		46	33 778	607		607
10	2 534		6	17 182	568		568
11	37 210		11	4 711 088	1 279	141 628	142 907
12	40 980	535	53	358 260	17 230	57 535	74 765
13	58 068	19 759	9 748	2 518 458	384	17 807	18 191
14	1 852		25	253 049	3 989	32 325	36 314
15	135 653	16 884	29	2 845 095	1 140		1 140
16	10 358	369	36 257	314 366	824	60 442	61 266
17	9 709	4 135	84	363 560	2 793		2 793
18	7 874	10	37	202 223	10 516	17 631	28 147
19	126 714	1 807	40	2 908 896	1 671	4 061	5 732
20	7 810		7	39 092	98	24 294	24 392
21	28 656	3 833	2	920 588	334		334
22	2 646		3	82 481	89	5 224	5 313
23	8 144	188	1	179 877	160		160
24	1 018		57	23 615	622		622
25	25 358	28 386		1 745 572		1 584	1 584
26	442	230	762	58 704	272		272
27	8 335	100	213	259 482	2 116		2 116
28	93 585	67 682	23	6 519 056	725	23 421	24 146
29	674	141	244	485 546	7 153		7 153
30	2 345		3 638	69 244	486	1 356	1 842
31	45 933		724	1 596 282	397 588	68 894	466 482
32	2 587	10	2	54 764	340		340
		29 341		108 341			
		(1 173)		(1 173)			
	738 783[5]	**177 936**	**52 410**	**28 465 454**	**468 082**	**582 763**	**1 050 845**

Inclut les prévisions de contributions du Fonds des services de santé de 1 711 000 000 $ aux crédits initiaux et 1 828 954 450 $ de contributions réelles pour lesquelles les dépenses se répartissent également au programme - Services des centres hospitaliers de courte durée et psychiatriques - du ministère de la Santé et Services sociaux et au programme - Régime d'assurance maladie - à la Régie de l'assurance maladie du Québec.

Y compris 10 977 200 $ de crédits permanents en vertu de la Loi électorale, L.R.Q., c. E-3.2 pour le programme - Administration du système électoral - alors que des prévisions de 10 560 200 $ apparaissait sous ce titre au volume des crédits déposé à l'Assemblée nationale.

Loi concernant la ville de Schefferville, L.Q., 1986, c. 51.

Crédits autorisés de 5 452 000 $, le 27 août 1986 par le décret 1297-86, le solde de 4 412 802 $, non utilisé, peut être reporté à 1987-1988.

Loi sur le ministère des Approvisionnements et Services et modifiant diverses dispositions législatives, L.Q., 1986, c. 52.

Crédits autorisés de 311 000 $, le 6 août 1986, par le décret 1196-86, 1 348 200 $, le 17 septembre 1986, par le décret 1414-86 et de 5 000 000 $, le 25 mars 1987, par le décret 415-87.

Dont 13 526 000 $ pour la suspension du droit d'engager des crédits.

SOMMAIRE DES DÉPENSES PAR MINISTÈRE ET PAR MISSION
ANNÉE FINANCIÈRE TERMINÉE LE 31 MARS 1987

(en milliers de dollars)

	Mission économique		Mission éducative et culturelle	
Ministères et organismes*	1987	1986	1987	1986
Affaires culturelles			194 892	205 250
Affaires municipales	46 602	48 676		
Agriculture, Pêcheries et Alimentation	505 955	517 667		
Approvisionnements et Services			4 681	2 614
Assemblée nationale				
Commerce extérieur et Développement technologique	23 343	25 628		
Communautés culturelles et Immigration	28 538	28 679		
Communications	14 793	14 074	58 607	60 984
Conseil exécutif				
Conseil du trésor				
Éducation			4 711 088	4 581 358
Énergie et Ressources	337 841	340 278		
Enseignement supérieur et Science	33 581	32 982	2 482 289	2 354 205
Environnement	253 049	190 018		
Finances	22 010	21 564		
Industrie et Commerce	314 366	326 198		
Justice				
Loisir, Chasse et Pêche	42 175	44 198	160 048	181 118
Main-d'oeuvre et Sécurité du revenu	171 132	133 054		
Office de planification et de développement du Québec				
Organisme relevant du ministre délégué à l'Administration			553 478	499 880
Organismes relevant de la ministre déléguée à la Condition féminine				
Organismes relevant de la Vice-présidente du Conseil exécutif				
Personnes désignées par l'Assemblée nationale				
Régie de l'assurance-maladie du Québec				
Relations internationales				
Revenu				
Santé et Services sociaux				
Solliciteur général				
Tourisme	69 244	75 866		
Transports	1 270 370	1 352 756	308 092	296 333
Travail	24 716	32 360		
Provision pour créances douteuses (note 4)				
Provision pour perte sur placements en actions				
	3 157 715	3 183 998	8 473 175	8 181 742
Variations en milliers de dollars	(26 283)		291 433	
Variations en %	(0,8%)		3,6%	

* Comprend les ministères et organismes énumérés à l'annexe 1 des notes complémentaires, page 34

Mission sociale		Mission gouvernementale et administrative		Total	
1987	1986	1987	1986	1987	1986*
				194 892	205 250
309 830	323 352	376 136	342 833	732 568	714 861
				505 955	517 667
		26 016	29 107	30 697	31 721
		56 207	63 082	56 207	63 082
				23 343	25 628
				28 538	28 679
		152 428	153 756	225 828	228 814
		33 778	47 236	33 778	47 236
		17 182	15 966	17 182	15 966
				4 711 088	4 581 358
		20 419	20 080	358 260	360 358
		2 588	2 555	2 518 458	2 389 742
				253 049	190 018
		2 823 085	2 740 280	2 845 095	2 761 844
				314 366	326 198
16 820	15 156	346 740	338 253	363 560	353 409
				202 223	225 316
2 737 764	2 739 979			2 908 896	2 873 033
		39 092	46 773	39 092	46 773
		367 110	335 705	920 588	835 585
79 324	70 166	3 157	3 241	82 481	73 407
		179 877	175 737	179 877	175 737
		23 615	62 357	23 615	62 357
1 745 572	1 608 331			1 745 572	1 608 331
		58 704	59 739	58 704	59 739
27 195	22 637	232 287	225 141	259 482	247 778
6 519 056	6 142 230			6 519 056	6 142 230
		485 546	475 093	485 546	475 093
				69 244	75 866
		17 820	11 720	1 596 282	1 660 809
		30 048	33 101	54 764	65 461
		108 341	88 898	108 341	88 898
		(1 173)	70 808	(1 173)	70 808
11 435 561	10 921 851	5 399 003	5 341 461	28 465 454	27 629 052
513 710		57 542		836 402	
4,7%		1,1%		3,0%	

* Les chiffres de 1985-1986 ont été redressés pour tenir compte des modifications aux conventions comptables et ils ont été reclassés pour tenir compte de la composition des ministères et organismes et de leurs programmes en 1986-1987 (Voir « Note complémentaire » 11, page 33).

OPÉRATIONS NON BUDGÉTAIRES

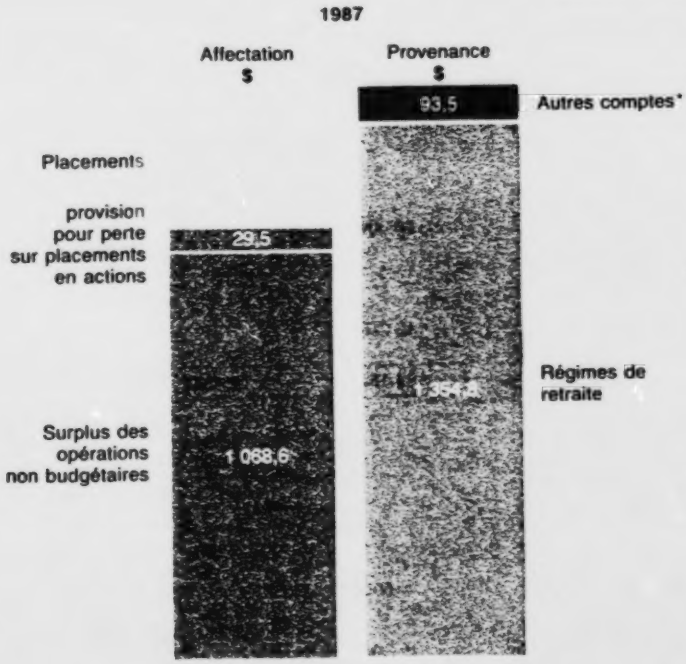
2

Cette catégorie d'opérations regroupe les activités de placements, les opérations du compte des régimes de retraite, la provision pour perte sur placements en actions de même que les variations des autres éléments d'actif et de passif (Autres comptes*), à l'exception de l'encaisse.

SOMMAIRE
ANNÉE FINANCIÈRE TERMINÉE LE 31 MARS 1987

(en millions de dollars)

	1987	1986
Placements — actions, obligations, billets, prêts et avances	– 350,2	– 4,7
Compte des régimes de retraite	+ 1 354,8	+ 1 269,0
* Autres comptes	+ 93,5	+ 294,5
Provision pour perte sur placements en actions	– 29,5	+ 45,1
Surplus des opérations non budgétaires	+ 1 068,6	+ 1 603,9



(1) Le signe (–) signifie un besoin de financement et le signe (+) signifie une source de financement.

OPÉRATIONS NON BUDGÉTAIRES
ANNÉE FINANCIÈRE TERMINÉE LE 31 MARS 1987

(en milliers de dollars)

PLACEMENTS

SOMMAIRE

	Actions	Obligations et billets	Prêts et avances	Total
Entreprises du gouvernement du Québec	463 426	211 891	(362 521)	312 796
Municipalités et organismes municipaux		(2 958)	2 607	(351)
Particuliers, sociétés et autres	102	40 000	(2 278)	37 824
	463 528	248 933	(362 192)	350 269

DÉTAIL

	Déboursés[1]	Recettes	Résultats des opérations des entreprises inscrits aux revenus	Redressements[2]	Total
Entreprises du gouvernement du Québec					
ACTIONS ET MISES DE FONDS					
Hydro-Québec			303 000		303 000
Loto-Québec			15 375		15 375
Madelipêche Inc.			(450)	532 [6]	82
Raffinerie de sucre du Québec	52 600	3 135	(5 321)	(44 144)[3]	
Société de développement autochtone de la Baie James	250		(740)		(490)
Société de développement des industries de la culture et des communications	1 000		578		1 578
Société de récupération, d'exploitation et de développement forestiers du Québec	27 000		4 916		31 916
Société générale de financement du Québec	20 000		44 184		64 184
Société des alcools du Québec			(329)		(329)
Société des établissements de plein air du Québec			(1 137)		(1 137)
Société des traversiers du Québec			(680)		(680)
Société immobilière du Québec			8 120		8 120
Société nationale de l'amiante	28 300			(28 300)[4]	
Société québécoise des transports			(6 469)		(6 469)
Société québécoise d'exploration minière			26 145		26 145
Société québécoise d'initiatives agro-alimentaires			11 082		11 082
Société québécoise d'initiatives pétrolières	10 000		1 500		11 500
Société Inter-Port de Québec			(451)		(451)
	139 150	3 135	399 323	(71 912)	463 426
OBLIGATIONS					
Société d'habitation du Québec		1 094			(1 094)
Société immobilière du Québec		155 000		367 985 [5]	212 985
		156 094		367 985	211 891
PRÊTS ET AVANCES					
Hydro-Québec		228			(228)
Madelipêche Inc.		38		(2 448)[6]	(2 486)
Radio-Québec	1 800				1 800
Sidbec	53 197	52 962		6 295 [7]	6 530
Société de développement des coopératives		2 217		593	(1 624)
Société de développement industriel du Québec	36 243				36 243
Société de récupération, d'exploitation et de développement forestiers du Québec		44		273	229
Société du parc industriel du centre du Québec		35 000			(35 000)
Société immobilière du Québec				(367 985)[5]	(367 985)
Société nationale de l'amiante	170 315	170 315			
	261 555	260 804		(363 272)	(362 521)
	400 705	420 033	399 323	(67 199)	312 796*

DÉTAIL (suite)

	Déboursés[1]	Recettes	Redressements[2]	Total
Municipalités et organismes municipaux				
OBLIGATIONS ET BILLETS		2 958		(2 958)
PRÊTS ET AVANCES	3 600	993		2 607
	3 600	3 951		(351)
Particuliers, sociétés et autres				
ACTIONS ET MISES DE FONDS				
Snyder et Fils Inc.			102	102
OBLIGATIONS ET BILLETS				
Sucre Lantic Ltée			40 000 [3]	40 000
PRÊTS ET AVANCES				
Particuliers				
Étudiants	10 004	3 467	(2 384)[9]	4 153
Pêcheurs	7 565	3 635	(62)	3 868
Producteurs agricoles			(133)	(133)
	17 569	7 102	(2 579)	7 888
Sociétés et autres	5 103	12 696	(2 573)[9]	(10 166)
	22 672	19 798	(5 152)	(2 278)
	22 672	19 798	34 950	37 824

* Excluant un montant de 18 093 968 $ porté à la dette nette pour l'inscription des placements en actions à la valeur de consolidation au 31 mars 1987.

[1] Y compris les montants à payer.

[2] Pour les prêts et avances, la variation de la provision pour créances douteuses est prise en considération.

[3] Montant de 40 000 000 $ transféré à « Obligations et billets » et 4 144 000 $ inscrit aux dépenses.

[4] Montant appliqué en diminution de la provision pour perte sur placements en actions.

[5] Montant de 367 984 632 $ transféré de « Prêts et avances » à « Obligations et billets ».

[6] Montant de 1 915 811 $ inscrit aux dépenses et de 532 193 $ transféré de « Prêts et avances » à « Actions et mises de fonds ».

[7] Intérêts capitalisés.

[8] Provision pour créances douteuses de 4 620 000 $ et intérêts capitalisés de 2 236 000 $.

[9] Comprend un montant de 1 620 000 $ inscrit aux dépenses.

OPÉRATIONS NON BUDGÉTAIRES
ANNÉE FINANCIÈRE TERMINÉE LE 31 MARS 1987

(en milliers de dollars)

COMPTES DES RÉGIMES DE RETRAITE
DÉTAIL

Régimes	Cotisations des participants et contributions de certains organismes +	Contributions du Gouvernement à titre d'employeur −	Pensions et autres paiements ±	Redressements =	Excédent
Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (R.R.E.G.O.P.)	891	808 947	50 309	(84 157)[3]	675 372
Régime de retraite des enseignants (R.R.E.)	101 014	553 478	268 869		385 623
Régime de retraite de certains enseignants	69 462 [3]		12 817	84 157 [3]	140 802
Régime de retraite des fonctionnaires (R.R.F.)	56 392 [1]	205 429	182 890		78 931
Régime de retraite des membres de la Sûreté du Québec	11 097	73 837	16 224		68 710
Régime de retraite des membres de la Législature	629	4 262	4 891		
Régime de retraite des juges et coroners	1 684	9 382	5 703		5 363
	241 169	1 655 335 [2]	541 703		1 354 801

[1] Y compris des contributions de certains organismes de 5 073 102 $ pour le service courant et 17 000 000 $ pour le service passé.

[2]

	Service courant[a]	Service passé	Intérêt[b]	Manque à gagner	Total
R.R.E.G.O.P.					
Affaires sociales	148 844		231 404	1 317	381 565
Éducation	102 827		191 910	6 203	300 940
Fonction publique	44 832		68 763	12 847	126 442
	296 503		492 077	20 367 [c]	808 947
Autres régimes					
Enseignants (R.R.E.)	99 587	245 115	208 776		553 478
Fonctionnaires (R.R.F.)	29 142	109 648	66 639		205 429
Membres de la Sûreté du Québec	15 536	26 600	31 701		73 837
Membres de la Législature	881	2 892		489	4 262
Juges et coroners	2 357	2 507	2 992	1 526	9 382
	147 503	386 762	310 108	2 015	846 388
	444 006	386 762	802 185	22 382	1 655 335

[a] 140% des cotisations des employés à l'exception du R.R.E.G.O.P., du R.R.E. et du R.R.F. où la contribution du Gouvernement à titre d'employeur est égale à celle de l'employé depuis le 1er juillet 1982 (L.R.Q., c. R-10, R-11 et R-12).

[b] Intérêt sur le solde du compte au 31 mars précédent.

[c] Montant représentant la contrepartie des pensions versées à des retraités du R.R.E.G.O.P. pour la période antérieure au 1er juillet 1973 alors qu'ils étaient participants au R.R.F. et R.R.E. et des rentes octroyées à certains retraités du secteur des « Affaires sociales ».

[3] En vertu de la Loi sur le Régime de retraite de certains enseignants et modifiant diverses dispositions législatives concernants les régimes de retraite des secteurs public et parapublic (Chapitre 44 les Lois du Québec de 1986), la Caisse de dépôt et placement du Québec a remis un montant de 69 461 509 $ au Fonds consolidé du revenu représentant les sommes qui lui avaient été versées en vertu de la Loi sur le R.R.E.G.O.P. avant le 26 juin 1986, après déduction des prestations payées. En conséquence, les contributions du Gouvernement à titre d'employeur qui avaient été cumulées au passif du compte R.R.E.G.O.P. ont été transférées au compte du Régime de certains enseignants pour un montant de 84 157 385 $.

AUTRES COMPTES
DÉTAIL

	31 mars 1987	31 mars 1986	Montant porté à la dette nette	Variation[1]
Comptes d'actif:				
Espèces et effets en main et dépôts en circulation	63 072	30 949		− 32 123
Comptes à recevoir:				
Agents et mandataires	1 320 951	1 214 926		− 106 025
Autres débiteurs	945 575	778 125		− 167 450
Intérêts courus	13 745	14 076		+ 331
	2 343 343	2 038 076		− 305 267
Comptes de passif:				
Chèques en circulation	309 300	351 011		− 41 711
Avances des fonds en fidéicommis	53 855	56 343		− 2 488
Compte d'accords de perception fiscale	266 387	232 420		+ 33 967
Comptes à payer	2 744 526	2 478 346	(9 324)	+ 275 504
Intérêts courus	1 220 415	1 096 704		+ 123 711
Provision pour financer l'assainissement des eaux	14 089	4 300		+ 9 789
	(4 608 572)	(4 219 124)	(9 324)	+ 398 772
Excédent des comptes du passif sur les comptes de l'actif	(2 265 229)	(2 181 048)	(9 324)	+ 93 505

[1] Le signe (−) signifie un besoin de financement et le signe (+) signifie une source de financement.

PROVISION POUR PERTE SUR PLACEMENTS EN ACTIONS
ANNÉE FINANCIÈRE TERMINÉE LE 31 MARS 1987

(en milliers de dollars)

	Déficit des opérations des entreprises en excédent du coût des actions	Redressement	Total
Sidbec	(35 939)		(35 939)
Société de cartographie du Québec	(512)		(512)
Société de développement de la Baie James	(3 662)		(3 662)
Société nationale de l'amiante	38 940	(28 300)[1]	10 640
	(1 173)	(28 300)	(29 473)*

* Excluant un montant de 232 420 $ porté à la dette nette pour l'inscription de la provision pour perte sur placements en actions.

[1] Voir note 4 page 18.

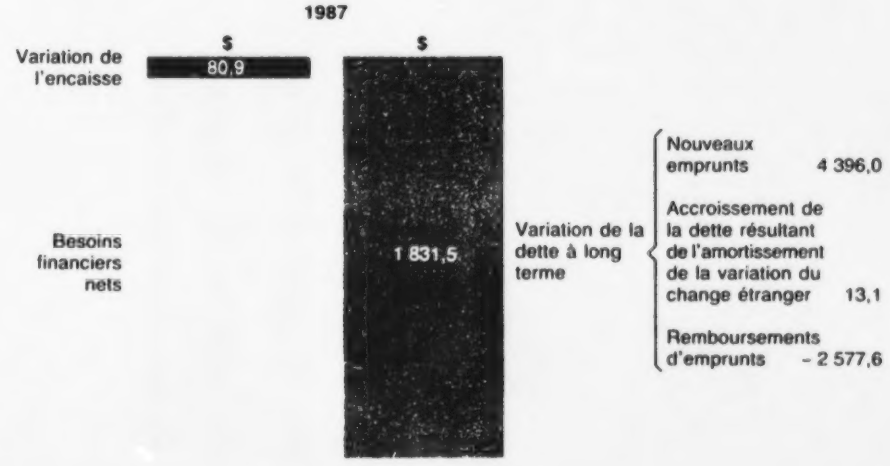
FINANCEMENT

Cette section démontre de quelle façon le Gouvernement a financé l'ensemble de ses opérations.

SOMMAIRE
ANNÉE FINANCIÈRE TERMINÉE LE 31 MARS 1987

(en millions de dollars)

	1987	1986
Variation de l'encaisse	(80,9)	(18,0)
Nouveaux emprunts		
Bons du trésor		230,0
Obligations négociables	3 091,9	2 047,7
Obligations remboursables à demande	575,4	657,4
Obligations non négociables	6,9	5,8
Autres emprunts	721,8	51,6
Total des nouveaux emprunts	4 396,0	2 992,5
Accroissement de la dette résultant de l'amortissement de la variation du change étranger	13,1	69,0
	4 409,1	3 061,5
Moins: remboursements d'emprunts	2 577,6	1 303,5
Variation de la dette à long terme	1 831,5	1 758,0
Total	1 750,6	1 740,0



FINANCEMENT
ANNÉE FINANCIÈRE TERMINÉE LE 31 MARS 1987

(en milliers de dollars)

VARIATION DE L'ENCAISSE
DÉTAIL

	31 mars 1987	31 mars 1986	Variation *
Espèces en banque	39 759	69 759	+ 30 000
Placements temporaires	605 887	495 000	– 110 887
Encaisse	645 646	564 759	– 80 887

* Le signe (–) signifie un besoin de financement et le signe (+) signifie une source de financement

NOUVEAUX EMPRUNTS
DÉTAIL

	Montant en dollars canadiens	Valeur nominale en devises étrangères	Taux d'intérêt[1]		Date d'émission	Date d'échéance	Prix à l'acheteur	Rendement à l'acheteur[2]
Obligations négociables	100 000		9,50		1986-05-01	2006-05-01	99,118	9,60
	120 000		9,25		1986-06-20	1998-06-20	100,177	9,22
	125 000		9,75		1986-07-07	1998-07-07	99,86	9,77
	75 000		10,00		1986-07-07	2006-07-07	99,829	10,02
	122 000		9,00		1986-09-02	1996-09-02	98,327	9,19
	178 000		9,50		1986-09-02	2011-09-02	99,163	9,52
	75 000		9,00		1986-09-02	1996-09-02	98,54	9,23
	75 000		9,50		1986-09-02	2011-09-02	99,54	9,55
	50 000		9,00		1986-09-24	1991-09-24	99,33	9,17
	25		13,25		1986-11-26	1994-12-22	100,00	
	190 000		9,00		1986-12-22	1996-09-02	98,92	9,17
	60 000		9,50		1986-12-22	2011-09-02	98,79	9,63
	50 000		9,00		1987-01-15	1996-09-02	99,125	9,08
	150 000		9,00	*	1987-01-29	1997-01-29	100,625	8,71
	164 000		8,50		1987-02-10	1997-02-10	98,829	8,6
	161 000		9,00		1987-02-10	2012-02-10	98,49	9,08
	100 000		8,50		1987-02-10	1997-02-10	97,50	8,88
	351 330[7]	250 000 $ É.-U.	9,00	*	1986-04-01	2016-04-01	99,50	8,85
	414 390[7]	300 000 $ É.-U.	8,625		1986-12-01	2026-12-11	99,60	8,66
	1 147[3][7]	833 $ É.-U.	8,25	*	1987-01-10	1995-01-10		
	1 229[4][7]	902 $ É.-U.	8,05	*	1987-01-29	1995-01-29		
	3 186[5][7]	2 396 $ É.-U.	8,1436	*	1987-02-25	1992-02-25		
	1 237[6][7]	929 $ É.-U.	7,15	*	1987-03-12	2001-03-12		
	157 936[7]	800 000 F.F.	7,875	*	1986-05-22	2001-05-22	100,50	7,67
	102 477[7]	125 000 F.S.	4,875	*	1986-11-20	1998-11-20	100,25	4,79
	102 477[7]	125 000 F.S.	5,25	*	1986-11-20	2006-11-20	100,50	5,14
	161 508[7]	20 000 000 Yens	6,00	*	1986-06-03	1998-06-03	101,75	5,71
	3 091 942							
Obligations remboursables à demande	1 498		9,00- 7,50	*[8][9]	1985-06-01	1995-06-01	100,00	
	573 884		8,25- 6,50	*	1986-06-01	1996-06-01	100,00	
	575 382							
Obligations non négociables	6 907		9,04-10,17		1986-1987	2006-2007	100.00	Divers
Autres emprunts	1 873[10]		8.50	*	1986-06-14	1988-1992-06-14	100,00	
	678[7][11]	487 $ É.-U.	7,645		1986-06-04	1995-12-04	100,00	7,645
	416 700[7][12]	300 000 $ É.-U.	5,75		1986-10-15	2001-10-15	100,00	5,81
	50[7][11]	36 $ É.-U.	6,3125		1986-12-01	1995-12-04	100,00	7,645
	125 310[7]	15 000 000 Yens	6,50		1986-06-24	1996-06-24	100,00	6,5
	177 208[7]	20 000 000 Yens	6,40		1986-10-31	2009-10-31	100,00	6,4
	721 819							
Total	4 396 050							

[1] Les intérêts sont payables semestriellement à l'exception des autres emprunts qui le sont à diverses périodes selon la convention de crédit et de ceux marqués d'un astérisque (*) qui le sont annuellement.

[2] Le rendement à l'acheteur est établi sur la base d'intérêt payable semestriellement.

[3] Ce montant représente la capitalisation de l'escompte sur un emprunt de 63 000 000 $ É.-U. réalisé pour 50 015 070 $ É.-U. le 10 janvier 1985. Le taux effectif pour l'acheteur est de 11,88 %.

[4] Ce montant représente la capitalisation de l'escompte sur un emprunt de 64 100 000 $ É.-U. réalisé pour 49 998 000 $ É.-U. le 29 janvier 1985. Le taux effectif pour l'acheteur est de 11,93 %.

[5] Ce montant représente la capitalisation de l'escompte sur un emprunt de 122 000 000 $ É.-U. réalisé pour 100 406 000 $ É.-U. le 25 février 1985. Le taux effectif pour l'acheteur est de 12,03 %.

[6] Ce montant représente la capitalisation de l'escompte sur un emprunt de 130 000 000 $ É.-U. réalisé pour 99 950 000 $ É.-U. le 12 mars 1986. Le taux effectif pour l'acheteur est de 10,23%.

[7] Équivalent canadien de la valeur de réalisation ou de la valeur nominale à la date de réalisation de l'emprunt.

[8] Le taux est de 10,00 % pour les mois d'avril et mai 1986.

[9] Le taux a été porté à 8,25% du 1er juin 1986 au 31 mai 1987.

[10] Ce montant représente la capitalisation de l'escompte sur un emprunt de 50 000 000 $ Can. réalisé pour 33 404 500 $ le 14 juin 1982. Le taux effectif pour l'acheteur est de 16,29 %.

[11] Montant encaissé pour maintenir à 70 000 000 $ Can. le montant utilisé sur une marge de crédit de 1 000 000 000 $ Can.

[12] Emprunt dont le taux flottant d'intérêt est établi au taux du LIBID tous les 6 mois.

REMBOURSEMENTS D'EMPRUNTS [1]
DÉTAIL

	Valeur nominale	
	Monnaie étrangère	Équivalent canadien[2]
Bons du trésor		80 000
Obligations		
Négociables:		
En monnaie du Canada		403 042[3][4]
En monnaie des États-Unis	23 560 $ É.-U.	32 921
En monnaie de la République fédérale d'Allemagne	185 000 D.M.	109 137
En monnaie de la France	15 000 F.F.	2 684
En monnaie du Japon	4 400 000 Yens	34 641
En unités de comptes européennes	1 000 U.C.E.	1 554
		583 979
Assumées		
En monnaie des États-Unis	1 864 $ É.-U.	2 605
Remboursables à demande		
En monnaie du Canada		
Obligations d'épargne du Québec		499 239
Non négociables		
En monnaie du Canada		368
Autres emprunts		
En monnaie du Canada		
Gouvernement du Canada		2 950
Office des autoroutes du Québec		1 250
En monnaie des États-Unis	942 000 $ É.-U.	1 316 257[5]
		1 320 457
Emprunts remboursés		2 486 648
Contributions aux fonds d'amortissement		
Obligations		88 992
Autres emprunts		2 936
Moins: Excédent de la valeur individuelle versé au fonds consolidé du revenu		1 001
		90 927
		2 577 575

[1] Y compris les contributions aux fonds d'amortissement

[2] Aux taux de change en vigueur au 31 mars 1986

[3] Excluant 2 896 555 $ de contributions du fond d'amortissement

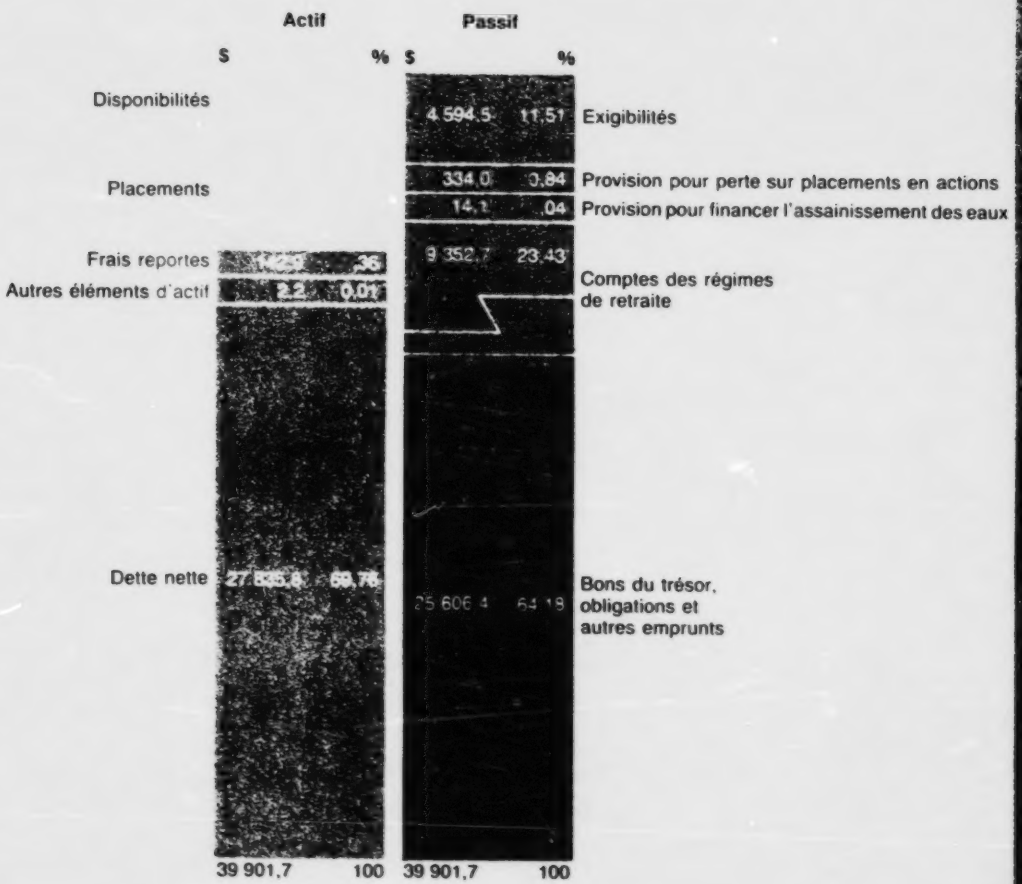
[4] Rachat par anticipation de 150.0 millions de dollars venant à echéance au cours des années 1987-1988 et 1988-1989

[5] Convention de crédit en Euro-dollars au montant de 935.0 millions de dollars É.-U. (equivalent canadien 1 306 476 milliers de dollars) remboursé avant l'échéance prévue des années 1987-1988 à 1993-1994

ACTIF ET PASSIF
DETTE NETTE

4

SOMMAIRE
AU 31 MARS 1987
(en millions de dollars)



ACTIF ET PASSIF
AU 31 MARS 1987

(en milliers de dollars)

ACTIF

Page		1987	1986
	Espèces en banque	39 759	69 759
	Placements temporaires	605 887	495 000
	Espèces et effets en main et dépôts en circulation	63 072	30 949
43	Comptes à recevoir	2 266 526	1 993 051
	Intérêts courus	13 745	14 076
		2 988 989	2 602 835
44	Placements — actions, obligations, billets, prêts et avances		
	Entreprises du gouvernement du Québec (note 5)	8 677 823	8 383 121
	Municipalités et organismes municipaux	67 794	68 145
	Particuliers, sociétés et autres	186 114	148 290
		8 931 731	8 599 556
	Frais reportés (note 6)	142 926	
	Autres éléments d'actif	2 210	2 210
	TOTAL DE L'ACTIF	12 065 856	11 204 601
30	DETTE NETTE	27 835 828	25 007 619
		39 901 684	36 212 220

Le contrôleur des Finances
Pierre-André Paré, c.a.

Le sous-ministre des Finances,
Robert Normand

Québec le 23 novembre 1987

PASSIF

Page		1987	1986
	Chèques en circulation	309 300	351 011
	Avances des fonds en fidéicommis	53 855	56 343
46	Compte d'accords de perception fiscale	266 387	232 420
46	Comptes à payer	2 744 526	2 478 346
	Intérêts courus	1 220 415	1 096 704
		4 594 483	4 214 824
	Provision pour perte sur placements en actions (note 5)	334 042	363 283
	Provision pour financer l'assainissement des eaux (note 8)	14 089	4 300
47	Compte des régimes de retraite (note 7)	9 352 653	7 997 852
47	Bons du trésor (note 9)	1 555 000	1 635 000
47	Obligations moins fonds d'amortissement (note 9)	22 437 570	19 801 096
47	Autres emprunts moins fonds d'amortissement (note 9)	1 613 847	2 195 865
		25 606 417	23 631 961
	TOTAL DU PASSIF	39 901 684	36 212 220

Passifs éventuels et engagements (note 10)

DETTE NETTE

ANNÉE FINANCIÈRE TERMINÉE LE 31 MARS 1987

(en milliers de dollars)

	1987		1986
Solde au début	25 007 619		20 284 730
Déficit des opérations budgétaires, tel qu'établi en 1986			3 141 400
Redressement de ce déficit suite à l'application rétroactive, pour fins de comparaison, des modifications suivantes des conventions comptables:			
Participation du gouvernement dans les résultats de ses entreprises dont il détient les actions inscrite aux revenus en sus des dividendes		(207 701)	
Provision pour perte sur certains de ces placements inscrite aux dépenses		70 808	
Dettes inscrites aux dépenses pour biens et services acquis et transferts dus sans relation aux crédits		195 213	
Ajustement des emprunts en monnaies étrangères selon les taux de change en vigueur le 31 mars et amortissement:			
Incidence sur les dépenses		51 955	
Incidence sur les revenus		3 327	
		113 602	
Provision pour créances douteuses inscrite aux dépenses		88 898	202 500
Déficit des opérations budgétaires (redressé en 1986)	2 819 207		3 343 900
Actions de la Société des établissements de plein air du Québec reçues en règlement du transfert de biens meubles et immeubles			(25 100)
Réduction de comptes de placements en actions dans les entreprises du gouvernement du Québec (annexe 4 des notes)	18 326		
Réduction des comptes à payer — Contrats de location-acquisition inscrits au 31 mars 1986	(9 324)		
Redressements de certains éléments de l'actif et du passif tels qu'établis au 31 mars 1986 pour mettre en œuvre à compter de 1986-1987 les modifications des conventions comptables:			(1 099 177)
Placements en actions dans les entreprises du Gouvernement			
Comptes à payer (incluant 9 324 $ pour les contrats de location-acquisition)			1 310 211
Emprunts en devises étrangères			1 306 657
			1 517 691
Moins:			
Portion comprise dans le redressement du déficit mentionné ci-dessus			113 602
			1 404 089
Solde à la fin	27 835 828		25 007 619

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS

1 — INTRODUCTION AUX ÉTATS FINANCIERS

Le gouvernement du Québec rend compte de ses opérations financières selon une méthode modifiée de la comptabilité d'exercice. Les principales conventions comptables qu'il s'est données tiennent aussi compte de certaines particularités propres à sa mission et au contexte législatif auquel il est soumis. Les renseignements compris dans ses états financiers sont fondés, lorsque requis, sur les meilleurs estimations et jugements.

2 — PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES

Les principales conventions comptables adoptées par le Conseil du trésor sont les suivantes:

L'ENTITÉ COMPTABLE DU GOUVERNEMENT

Les états financiers du Gouvernement rendent compte de l'ensemble des opérations financières des entités dont les revenus appartiennent au Fonds consolidé du revenu ou au Fonds des services de santé ainsi que celles dont le fonctionnement est pourvu, à ce titre, par des allocations du Parlement tirées sur ces fonds. Ce sont les ministères, les organismes et l'Assemblée nationale ainsi que les personnes qu'elle désigne, tels qu'énumérés à l'annexe 1.

Les organismes, les entreprises et les fonds qui ont leur propre entité comptable sont énumérés à l'annexe 2.

LES REVENUS

Les revenus provenant des impôts sur le revenu et les biens ainsi que ceux provenant des taxes à la consommation, des droits, des permis, des transferts des sociétés d'État et autres, sont comptabilisés dans l'exercice financier au cours duquel ils sont reçus à ce titre, déduction faite des remboursements. Les cotisations et les comptes émis avant la fin de l'exercice financier sont portés à ces revenus.

Les revenus provenant des transferts du gouvernement du Canada sont comptabilisés dans l'exercice financier au cours duquel ils sont reçus à ce titre. Cependant, les réclamations émises et les estimations de revenus provenant de transferts reliés à des programmes à frais partagés sans compensation fiscale sont comptabilisées dans l'exercice financier au cours duquel les dépenses s'y rattachant sont effectuées.

LES DÉPENSES

Les coûts des biens et des services, y compris ceux des immobilisations, sont portés aux dépenses de l'exercice financier au cours duquel ils sont acquis, sans égard au moment de leur utilisation.

Les paiements de transfert sont portés aux dépenses de l'exercice financier au cours duquel ils deviennent dus. Ils correspondent aux sommes dûment autorisées et acceptées à ce titre par le Gouvernement.

LES ACTIFS ET LES PASSIFS

L'état des finances du Gouvernement correspond à son encaisse, à ses créances inscrites à leur valeur de réalisation, à ses mises de fonds en actions dans ses entreprises montrées à leur valeur de consolidation et à ses dettes envers les tiers.

LES PLACEMENTS EN ACTIONS

Les mises de fonds en actions dans les entreprises du Gouvernement sont enregistrées au coût, lequel est modifié annuellement de la participation du Gouvernement dans les résultats de ces entreprises avec contrepartie aux revenus, de façon à présenter leur valeur de consolidation.

Lorsque la participation du Gouvernement devient déficitaire, une provision pour perte sur placements équivalente au montant de ce déficit est inscrite au passif du Gouvernement et la variation annuelle est portée aux dépenses.

LES RÉGIMES DE RETRAITE

Les régimes de retraite gouvernementaux sont des régimes à prestations déterminées dont les participants sont les employés des secteurs public et parapublic (enseignement, santé et services sociaux). Les principaux régimes sont le Régime de retraite des employés du Gouvernement et des organismes publics (RREGOP), le Régime de retraite des enseignants, le Régime de retraite des fonctionnaires, le Régime de retraite des membres de la Sûreté du Québec et le Régime de retraite des juges et coroners. Dans le cadre de la préparation des états financiers du Gouvernement, ces régimes sont évalués selon la méthode actuarielle de nivellement des cotisations en pourcentage constant des salaires.

Les cotisations des participants au RREGOP sont versées à ce régime alors que celles des participants aux autres régimes sont versées au Fonds consolidé du revenu et inscrites au passif du Gouvernement.

Les contributions dues à titre d'employeur pour:

— couvrir la totalité des coûts des services courants de tous les régimes, à l'exception des régimes des membres de la Sûreté du Québec et des juges et coroners dont les coûts ne sont comptabilisés qu'en partie; et

amortir les insuffisances actuarielles de tous les régimes sur une période de 50 ans depuis l'exercice financier 1979-1980 au prorata des salaires versés aux participants des régimes.

sont inscrites aux dépenses et la contrepartie est portée au passif auquel s'ajoutent des intérêts. Les contributions d'employeurs de certains organismes désignés apparaissant à l'annexe 3 sont versées au Fonds consolidé du revenu et sont également portées à ce passif.

Les prestations et les remboursements de cotisations sont puisés à même l'avoir du RREGOP et à même le Fonds consolidé du revenu selon les dispositions de chaque régime.

LES EMPRUNTS

Les frais d'émission des emprunts par émission d'obligations de même que les primes ou les escomptes sur leur valeur nominale sont portés aux résultats de l'exercice financier durant lequel ces emprunts se réalisent.

Toutefois, les emprunts émis à fort taux d'escompte sont inscrits à leur valeur de réalisation, augmentée annuellement de la capitalisation de l'escompte pour atteindre la valeur nominale à l'échéance.

À la fin de chacun des exercices financiers, la valeur des dettes en monnaies étrangères est ajustée selon les taux de change alors en vigueur et les variations sont inscrites comme dépenses ou revenus à reporter, puis amorties sur la durée restante de ces dettes.

3 — MODIFICATIONS DES CONVENTIONS COMPTABLES

Au 31 mars 1986, les états financiers du gouvernement du Québec ont été dressés en effectuant les redressements requis à certains éléments de l'actif et du passif à cette date, avec leur contrepartie à la dette nette, pour mettre en œuvre à compter de l'année financière 1986-1987, les modifications des conventions comptables adoptées par le Conseil du trésor le 10 juin 1986.

Ces modifications des conventions comptables et leur incidence financière (en milliers de dollars) sur les états financiers de l'année terminée le 31 mars 1987 sont indiquées ci-après:

a) Les placements en actions dans les entreprises du Gouvernement sont présentés à la valeur de consolidation et l'excédent des déficits accumulés par ces entreprises par rapport au coût des actions détenues et des avances consenties est porté au compte « Provision pour perte sur placements en actions ». Auparavant, ces placements étaient présentés au coût. Il en résulte une augmentation des revenus de 399 323 $ laquelle s'est reflétée au poste « Placements — Entreprises du gouvernement du Québec » et une réduction de 1 173 $ des dépenses et du poste du passif correspondant.

b) Les dettes en monnaies étrangères sont présentées en monnaie du Canada et utilisant les taux de change en vigueur à la fin de l'année et les variations sont inscrites à « frais reportés » puis amorties sur la durée restante de ces dettes. Auparavant, ces dettes étaient présentées en monnaie du Canada en utilisant les taux de change en vigueur aux dates de réalisation des emprunts. L'application de cette modification a eu pour effet d'augmenter les dépenses de 13 055 $ et d'inscrire des frais reportés de 142 926 $ et, en contrepartie, d'augmenter les obligations et autres emprunts de 155 981 $.

c) La provision pour créances douteuses est portée aux dépenses au lieu de la dette nette alors que les radiations de créances irrécouvrables qui étaient enregistrées aux dépenses sont dorénavant appliquées en réduction de cette provision. Il en résulte une diminution nette du déficit des opérations budgétaires de 100 858 $. En effet, la provision annuelle pour créances douteuses portée aux dépenses est de 108 341 $ alors que, dans le cadre d'une opération de radiation massive de créances irrécouvrables, l'application de cette méthode s'est traduite par une réduction des dépenses de 209 199 $. Cette modification n'a eu aucun effet sur le solde de la dette nette au 31 mars 1987.

d) Les dettes sont inscrites aux dépenses pour biens et services acquis et transferts dus selon la méthode de la comptabilité d'exercice sans relation aux crédits disponibles. Auparavant, leur inscription était limitée à la disponibilité des crédits autorisés par le Parlement. Comme tous les comptes à payer sont inscrits au passif au 31 mars 1986 et 1987, l'augmentation des dépenses de l'année financière 1986-1987 résultant de cette modification ne peut être raisonnablement déterminée.

4 — DÉPENSES EN CAPITAL

a) Du gouvernement du Québec

Les dépenses en capital incluses dans les dépenses de l'année 1986-1987 et s'élevant à 468,1 millions de dollars (555,5 millions de dollars en 1985-1986: montant redressé) apparaissent à la page 13.

b) Contribution du Gouvernement aux dépenses en capital des personnes, corporations, entreprises du Gouvernement, commissions scolaires, municipalités, institutions d'enseignement, établissements de santé et de services sociaux.

Les dépenses en capital par paiement de transfert au montant de 582,8 millions de dollars apparaissent à la page 13.

5 — PLACEMENTS DANS LES ENTREPRISES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC ET PROVISION POUR PERTE SUR PLACEMENTS EN ACTIONS

	1987	1986
	(en milliers de dollars)	
Actions (annexe 4)	8 159 856	7 707 994
Dotations	50 610	50 610
Obligations et billets	340 580	128 689
Prêts et avances	126 777	495 828
	8 677 823	8 383 121
Provision pour perte sur placements en actions (annexe 4)	334 042	363 283

6 — FRAIS REPORTÉS

À la fin de l'exercice financier, la valeur des dettes en monnaies étrangères est ajustée selon les taux de change alors en vigueur et les variations sont inscrites comme dépenses ou revenus à reporter, puis amorties sur la durée restante de ces dettes. Au 31 mars 1987, la dette a été augmentée de 156,0 millions de dollars et la contrepartie de cette variation inscrite à « frais reportés » a été amortie sur la durée restante des dettes pour 13,1 millions de dollars laissant ainsi un solde de 142,9 millions de dollars au poste « frais reportés ».

7 — COMPTE DES RÉGIMES DE RETRAITE

Le passif inscrit de 9 352,7 millions de dollars au 31 mars 1987 (7 997,9 millions de dollars en 1986) est composé d'un montant de 5 581,5 millions de dollars pour le Régime de retraite des employés du Gouvernement et des organismes publics (4 906,1 millions de dollars en 1986) et d'un montant de 3 771,2 millions de dollars pour les autres régimes (3 091,8 millions de dollars en 1986).

Suite aux mesures annoncées par le ministre des Finances dans le Discours sur le budget du 30 avril 1987, le Conseil du trésor a adopté, le 23 juin 1987, des modifications des conventions comptables du Gouvernement s'appliquant aux régimes de retraite à compter du 1er avril 1987. Ces modifications prescrivent notamment l'utilisation de la méthode actuarielle de répartition des prestations au prorata des années de service lors de l'établissement des obligations du Gouvernement à l'égard des régimes de retraite et la mise en œuvre de méthodes d'amortissement destinées à compléter l'inscription au passif de toutes ces obligations.

Selon les estimations actuarielles effectuées par la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances, dont l'année financière correspond à l'année civile, les obligations du Gouvernement envers ces régimes totalisent 21 148,0 millions de dollars au 31 décembre 1986 en utilisant la méthode actuarielle de répartition des prestations au prorata des années de service soit 5 780,4 millions de dollars pour le Régime de retraite des employés du Gouvernement et des organismes publics et 15 367,6 millions de dollars pour les autres régimes de retraite.

Selon la méthode actuarielle de nivellement des cotisations en pourcentage constant des salaires employés jusqu'ici, les montants estimés des obligations du Gouvernement envers ces régimes s'élèveraient à 23 310,6 millions de dollars au 31 décembre 1986, soit 7 696,2 millions de dollars pour le régime de retraite des employés du Gouvernement et des organismes publics et 15 614,4 millions de dollars pour les autres régimes de retraite.

8 — PROVISION POUR FINANCER L'ASSAINISSEMENT DES EAUX

Ce poste représente les contributions du Gouvernement pour le remboursement des emprunts de la Société québécoise d'assainissement des eaux relativement à des études et travaux d'assainissement effectués pour le compte des municipalités et organismes municipaux. Aucun déboursé n'a été effectué à même cette provision.

9 — BONS DU TRÉSOR, OBLIGATIONS ET AUTRES EMPRUNTS MOINS FONDS D'AMORTISSEMENT

Les dettes en monnaies étrangères sont inscrites en monnaie du Canada aux taux de change en vigueur au 31 mars. Les bons du trésor, obligations et autres emprunts sont présentés ci-dessous par année d'échéance, y compris les contributions aux fonds d'amortissement, et par monnaies:

Années d'échéance	1987	1986
	(en milliers de dollars)	
1986-1987		2 565 364
1987-1988	2 773 203	1 216 632
1988-1989	1 174 378	1 146 320
1989-1990	1 592 865	1 551 376
1990-1991	1 206 078	1 133 624
1991-1992	1 628 019	1 782 093
	8 374 543	9 395 409
1992 — 1997	9 262 789	8 897 169
1997 — 2002	3 887 259	2 605 550
2002 — 2007	2 363 490	1 977 631
2007 — 2012	658 651	216 586
2012 et plus	1 059 685	539 616
	25 606 417	23 631 961

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS (suite)

9 — BONS DU TRÉSOR, OBLIGATIONS ET AUTRES EMPRUNTS MOINS FONDS D'AMORTISSEMENT (suite)

	1987		1986
Monnaies	En milliers d'unités	En milliers de dollars	En milliers de dollars
En monnaie du Canada	17 256 155	17 256 155	15 929 816
En monnaies étrangères			
Aux cours établis selon les conditions de la couverture monétaire:			
En monnaie des États-Unis Dollars des États-Unis	189 244	276 844	231 880
En monnaie de la République fédérale d'Allemagne Deutsche marks	275 000	123 104	52 544
En monnaie de la France Francs français	17 000	2 735	5 613
En monnaie du Royaume-Uni Livres Sterling	30 000	68 439	73 274
En monnaie des Pays-Bas Florins	100 000	41 182	41 182
		17 768 459	16 334 309
Aux cours en vigueur au 31 mars			
En monnaie des États-Unis Dollars des États-Unis	3 166 896	4 133 118	4 616 203
En monnaie de la République fédérale d'Allemagne Deutsche marks	1 135 000	822 307	890 871
En monnaie de la France Francs français	800 000	174 080	
En monnaie du Japon Yens	188 800 000	1 692 403	1 088 049
En monnaie de la Suisse Francs Suisse	750 000	650 325	358 000
En monnaie du Royaume-Uni Livres Sterling	110 000	230 747	226 248
En unités de comptes européennes U.C.E.	33 000	59 638	52 826
En unités monétaires européennes E.C.U.	50 000	75 340	65 455
		7 837 958	7 297 652
		25 606 417	23 631 961

10 — PASSIFS ÉVENTUELS ET ENGAGEMENTS

Les emprunts garantis par le Gouvernement s'élèvent à 24 597,1 millions de dollars au 31 mars 1987 (23 557,6 millions de dollars en 1986) dont 21 859,1 millions de dollars se rapportent aux emprunts d'Hydro-Québec. Ces emprunts garantis ainsi que les autres éventualités et les autres engagements autorisés par la loi sont présentés sommairement à l'annexe 5.

Les engagements pour des paiements de transfert à des corporations, entreprises du Gouvernement, commissions scolaires, municipalités, institutions d'enseignement et établissements de santé et de services sociaux pour les dépenses en capital et pour le remboursement du principal des emprunts contractés pour des dépenses en capital ainsi que certains autres engagements sont présentés sommairement à l'annexe 5. Ces engagements totalisent 11 144,7 millions de dollars au 31 mars 1987 (10 670,3 millions de dollars en 1986: montant redressé).

11 — CHIFFRES COMPARATIFS

Les chiffres de 1986 pour certains postes ont été redressés, pour fins de comparaison, suite à l'application rétroactive des modifications des conventions comptables en 1986-1987 telle qu'indiquée aux chiffres comparatifs de l'état de la dette nette.

De plus, certains autres chiffres comparatifs ont été reclassés pour tenir compte de la composition des ministères et organismes et de leurs programmes et de leurs services aux fins de les rendre conformes à la présentation de 1987.

NOTES COMPLÉMENTAIRES (suite)
MINISTÈRES ET ORGANISMES DU GOUVERNEMENT

ANNEXE 1

Affaires culturelles
- Commission d'appel de francisation des entreprises
- Commission de protection de la langue française
- Commission de toponymie
- Commission des biens culturels
- Conseil de la langue française
- Office de la langue française
- Régie du cinéma

Affaires municipales
- Bureau de révision de l'évaluation foncière du Québec
- Commission municipale du Québec
- Régie du logement
- * Société d'habitation du Québec

Agriculture, Pêcheries et Alimentation
- Commission de protection du territoire agricole du Québec
- * Office du crédit agricole du Québec
- * Régie des assurances agricoles du Québec
- Régie des grains du Québec
- Régie des marchés agricoles du Québec

Approvisionnements et Services
- Protection civile du Québec
- Service des achats du gouvernement du Québec

Assemblée nationale

Commerce extérieur et Développement technologique

Communautés culturelles et Immigration

Communications
- Commission d'accès à l'information
- Régie des services publics

Conseil exécutif

Conseil du trésor

Éducation
- Conseil supérieur de l'éducation

Énergie et Ressources
- Régie de l'électricité et du gaz

Enseignement supérieur et Science
- Conseil de la science et de la technologie
- Conseil des collèges
- Conseil des universités
- Office des professions du Québec

Environnement
- Bureau d'audiences publiques sur l'environnement
- Conseil consultatif de l'environnement et des réserves écologiques

Finances
- Commission des valeurs mobilières du Québec
- Inspecteur général des institutions financières
- * Régie de l'assurance-dépôts du Québec

Industrie et Commerce
- * Société de développement industriel du Québec
- * Société du parc industriel du centre du Québec

Justice
- Comité de la protection de la jeunesse
- Commission de refonte des lois et des règlements
- Commission des droits et libertés de la personne du Qué
- Office de la protection du consommateur
- Tribunal de l'expropriation

Loisir, Chasse et Pêche
- Régie de la sécurité dans les sports

Main-d'œuvre et Sécurité du revenu
- Commission des affaires sociales

Office de la planification et de développement du Québec

Organisme relevant du ministre délégué à l'Administration
- * Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances

Organismes relevant de la ministre déléguée à la Condition féminine
- Conseil du statut de la femme
- Office des services de garde à l'enfance

Organismes relevant de la Vice-présidente du Conseil exécutif
- Commission de la fonction publique
- Office des ressources humaines

Personnes désignées par l'Assemblée nationale
- Directeur général des élections — Commission de la représentation électorale
- Protecteur du citoyen
- Vérificateur général

* Régie de l'assurance-maladie du Québec

Relations internationales

Revenu
- Régie des loteries et courses du Québec

Santé et Services sociaux
- Conseil des affaires sociales et de la famille
- Office des personnes handicapées du Québec

Solliciteur général
- Commission de police du Québec
- Commission québécoise des libérations conditionnelles
- Régie des permis d'alcool du Québec

Tourisme

Transports
- Commission des transports

Travail
- Conseil consultatif du travail et de la main-d'œuvre
- Conseil des services essentiels
- Régie des entreprises de construction du Québec

* Ces organismes effectuent aussi des opérations financières à même leurs propres fonds.

NOTES COMPLÉMENTAIRES (suite)
ORGANISMES, ENTREPRISES ET FONDS QUI ONT LEUR PROPRE ENTITÉ COMPTABLE

ANNEXE 2

ORGANISMES EFFECTUANT DES ACTIVITÉS À CARACTÈRE GOUVERNEMENTAL

Agence québécoise de valorisation industrielle de la recherche
Centre de recherche industrielle du Québec
Centre québécois de recherche sur les applications pédagogiques de l'ordinateur
Centre québécois de valorisation de la biomasse
Centre québécois pour l'informatisation de la production
Commission d'appel en matière de lésions professionnelles
Commission des services juridiques
Corporation d'hébergement du Québec
Fondation pour la conservation et la mise en valeur de la faune et son habitat
Fonds d'aide aux recours collectifs
Fonds de recherche en santé du Québec
Fonds pour la formation de chercheurs et l'aide à la recherche
Institut de recherche et d'information sur la rémunération
Institut québécois de recherche sur la culture
Institut québécois du cinéma
Musée d'art contemporain de Montréal
Musée de la civilisation
Musée du Québec
Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris
Office du crédit agricole du Québec
Office des autoroutes du Québec
Radio-Québec
Régie de l'assurance-maladie du Québec
Régie des installations olympiques
Société d'aménagement de l'Outaouais
Société d'habitation du Québec
Société de développement des coopératives
Société de la Place des Arts de Montréal
Société de développement industriel du Québec
Société d'exploitation des ressources éducatives du Québec (SEREQ)
Société d'Investissement Jeunesse
Société du Grand Théâtre de Québec
Société du Palais des congrès de Montréal
Société du parc industriel du centre du Québec
Société générale du cinéma du Québec
Société québécoise d'assainissement des eaux
Société québécoise d'information juridique

ENTREPRISES DU GOUVERNEMENT À CAPITAL-ACTIONS

Leur énumération est présentée dans l'annexe 4 des notes complémentaires

FONDS EN FIDUCIE ADMINISTRÉS PAR DES ORGANISMES DU GOUVERNEMENT

Caisse de dépôt et placement du Québec
Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances
Commission de la construction du Québec
Commission de la santé et de la sécurité du travail
Commission des normes du travail
Curateur public (Le)
Fonds d'assurance-prêts agricoles et forestiers
Régie de l'assurance automobile du Québec
Régie de l'assurance-dépôts du Québec
Régie des assurances agricoles du Québec
Régie des rentes du Québec
Société du port ferroviaire de Baie-Comeau-Hauterive

FONDS SPÉCIAUX

Fonds administrés par la Régie des marchés agricoles
Fonds d'amortissement afférent à des emprunts de collèges d'enseignement général et professionnel du Québec
Fonds d'amortissement afférent à des emprunts de commissions scolaires
Fonds d'amortissement afférent à des emprunts des universités du Québec
Fonds d'amortissement afférent à des emprunts d'organismes de santé et de services sociaux du Québec
Fonds de la réforme du cadastre québécois
Fonds de relance industrielle
Fonds des cautionnements des agents de voyages
Fonds des services de santé
Fonds en fidéicommis
Fonds spécial olympique
Fonds spéciaux du crédit agricole

FONDS RENOUVELABLES

Fonds renouvelable de la reprographie
Fonds renouvelable des ententes sur les prêts des services d'enseignants
Fonds renouvelable des fournitures et de l'ameublement
Fonds renouvelable des moyens d'enseignement
Fonds renouvelable des publications gouvernementales
Fonds renouvelable des services de placement-média
Fonds renouvelable du Service aérien gouvernemental
Fonds renouvelable du Service de la cartographie
Fonds renouvelable pour l'entretien des machines de bureau
Fonds renouvelable pour les équipements informatiques
Fonds renouvelable — Télécommunications

NOTES COMPLÉMENTAIRES (suite)
ORGANISMES QUI DOIVENT VERSER AU FONDS CONSOLIDÉ DU REVENU LEURS CONTRIBUTIONS D'EMPLOYEURS AU RÉGIME DE RETRAITE DES FONCTIONNAIRES

ANNEXE 3

Caisse de dépôt et placement du Québec
Centre d'insémination artificielle du Québec (C.I.A.Q.) Inc. (filiale de SOQUIA)
Commission de la santé et de la sécurité du travail
Commission des normes du travail
Fonds de la recherche en santé du Québec
Loto-Québec
Régie de l'assurance automobile du Québec
Régie de l'assurance-maladie du Québec
Régie des rentes du Québec
Société des alcools du Québec
Société de gestion du réseau informatique des commissions scolaires
Société immobilière du Québec
Société de la Maison de sciences et des techniques
Ville de Vaudreuil à l'égard des employés qui étaient, le 31 mai 1981, employés de la Station expérimentale de Vaudreuil

NOTES COMPLÉMENTAIRES (suite) ANNEXE 4

PLACEMENTS EN ACTIONS DANS LES ENTREPRISES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC ET PROVISION POUR PERTE SUR CES PLACEMENTS

ANNÉE FINANCIÈRE TERMINÉE LE 31 MARS 1987

(en milliers de dollars)

	Au 31 mars 1986					Au 31 mars 1987	
POSSÉDÉES À PART ENTIÈRE, EXCEPTÉ[*]	Valeur de consolidation[1]	Provision pour perte	Acquisition (vente) 1986-1987	Participation dans les résultats 1986-1987[2]	Perte sur vente 1986-1987	Valeur de consolidation[1]	Provision pour perte
Hydro-Québec	6 720 109			303 000[7]		7 023 109	
Loto-Québec	5 771			15 375[2]		21 146	
Madelipêche Inc	4 846		532	(4 943)[7]		435	
Raffinerie de sucre du Québec	14 475[4]		52 600[4] (43 135)[4]	(5 321)[4]	(18 619)[4]		
Sidbec		301 828		29 953[7]			271 875
Société de cartographie du Québec		512		512[7]			
Société de développement autochtone de la Baie James	4 229		250	(740)[7]		3 739	
Société de développement de la Baie James		8 661		3 662 [7]			4 999
Société de développement des industries de la culture et des communications	17 163		1 000	578		18 741	
Société de récupération, d'exploitation et de développement forestiers du Québec (REXFOR)	85 385		27 000	4 625		117 010	
Société des alcools du Québec	31 884			(329)[2]		31 555	
Société des établissements de plein air du Québec	27 375			(1 137)[7]		26 238	
Société des traversiers du Québec	1 835			(680)		1 155	
Société générale de financement du Québec (SGF)	413 287		20 000	45 082[6-7]		478 369	
Société immobilière du Québec	73 121			8 120		81 241	
Société nationale de l'amiante		115 375	28 300	(39 716)			126 791
Société québécoise des transports	8 558			(6 469)[3-7]		2 089	
Société québécoise d'exploration minière (SOQUEM)	67 716			32 942[5]		100 658	
Société québécoise d'initiatives agro-alimentaires (SOQUIA)	61 304			11 082		72 386	
Société québécoise d'initiatives pétrolières (SOQUIP)	160 065		10 000	1 500[3]		171 565	
Société du parc industriel et commercial aéroportuaire de Mirabel	8 098			[3]		8 098	
Société inter-port de Québec * (actions détenues à 60%)	2 773			(451)		2 322	
	7 707 994	426 376	96 547	396 645	(18 619)	8 159 856	403 665

	Au 31 mars 1986					Au 31 mars 1987	
	Valeur de consolidation[1]	Provision pour perte	Acquisition (vente) 1986-1987	Participation dans les résultats 1986-1987[2]	Perte sur vente 1986-1987	Valeur de consolidation[1]	Provision pour perte
Montant reporté:	7 707 994	426 376	96 547	396 645	(18 619)	8 159 856	403 665
Inscrits aux états financiers comme suit:							
Provision pour perte sur placements en actions (passif)		363 283					334 042
En réduction des prêts et avances		63 093					69 623
Revenus provenant des sociétés d'État				399 323[2]			
Portion de la perte aux dépenses					(4 144)[4]		
Provision pour perte sur placements en actions (dépense)				1 173			
Réduction de comptes de placements à la dette nette:							
Radiation du placement					(14 475)[4]		
Perte nette provenant de postes extraordinaires et de redressements affectant les exercices antérieurs de certaines entreprises				(3 851)			
		426 376		396 645	(18 619)		403 665

(en milliers de dollars)

(1) Selon les conventions comptables qui prévalent pour chaque entreprise du gouvernement lesquelles diffèrent substantiellement de celles du gouvernement.

(2) Excluant les dividendes de la Société des alcools (361 000$) et de Loto-Québec (345 000 $).

(3) Chiffres provenant d'états financiers non vérifiés.

(4) Au 31 mars 1986, le Ministre des Finances détenait 500 000 actions de la Raffinerie de sucre du Québec d'un coût de 50 000 $ et d'une valeur de consolidation de 14 475 $ à cette date. En vertu de la Loi sur la vente de la Raffinerie de sucre du Québec. (c. 60 des Lois de 1986), le Ministre des Finances a acquis, en septembre 1986, 526 000 actions pour un coût de 52 600 $ portant ainsi à 1 026 000 le nombre d'actions détenues pour une valeur de 67 075 $ laquelle est passée au 18 septembre 1986 à 61 754 $ suite à la perte nette d'opérations de 5 321 $ pour la période du 1er avril 1986 au 18 septembre 1986 qui a été considérée en diminution des revenus provenant des sociétés d'État. Ces actions ont été vendues par la suite à Sucre Lantic Ltée en considération d'un billet de 40 000 $ et de versements comptants totalisant 3 135 $. La perte lors de cette vente a donc été établie à 18 619 $ dont 14 475 $ ont été portés à la dette nette en vertu de cette loi et 4 144 $ aux dépenses du programme 5 «Commercialisation des produits agro-alimentaires» du ministère de l'Agriculture des Pêcheries et de l'Alimentation.

(5) Les résultats de 32 942 $ de SOQUEM comprennent le gain net de 32 466 $ suite au transfert d'actifs à Cambior Inc. le 13 août 1986.

(6) Après le 31 mars 1987, Dofor Inc., filiale à 90,7% de la SGF, a vendu sa participation dans Donohue Inc. pour une considération au comptant de 320 000 $. La quote-part de la SGF dans le gain de cette vente, avant impôts sur le revenu, est de 138 713 $ en 1987-1988.

(7) Ces résultats sont ceux du 31 décembre à l'exception de la Société des établissements de plein air du Québec (31 mai 1986) et de la Société de cartographie du Québec qui a mis fin à ses opérations le 31 octobre 1986. Si les données intérimaires non vérifiées d'Hydro-Québec, de Sidbec et de la Société générale de financement au 31 mars 1987 avaient été prises en considération, la valeur de consolidation de ces placements à cette date, serait respectivement augmentée de 342 000 $, 1 229 $ et 17 804 $.

NOTES COMPLÉMENTAIRES (suite)
PASSIFS ÉVENTUELS ET ENGAGEMENTS FINANCIERS

ANNEXE 5

(en milliers de dollars)

	1987	1986
EMPRUNTS GARANTIS		
Hydro-Québec	21 859 051	21 388 318
Régie des installations olympiques	638 479	663 028
Sidbec	302 759	275 724
Société générale de financement du Québec (SGF)	182 714	131 346
Société immobilière du Québec	253 600	
Société nationale de l'amiante	68 489	
Société québécoise d'assainissement des eaux	75 531	52 550
Autres entreprises du gouvernement du Québec	277 678	262 465
Prêts aux étudiants	927 483	769 079
Municipalité, particuliers et sociétés	11 353	15 055
	24 597 137*	23 557 565*
ENGAGEMENTS FINANCIERS		(redressé)
Budgétaires:		
Pour le remboursement du principal des emprunts contractés pour des dépenses en capital		
Commissions scolaires et institutions d'enseignement	4 062 304	3 445 255
Établissements de santé et de services sociaux	1 318 474	1 180 058
Municipalités et organismes municipaux		
Construction du Métro de Montréal et autres dépenses en capital	1 068 462	976 261
Assainissement des eaux	1 655 597	1 269 039
Sociétés d'État et divers organismes	79 309	73 162
Pour des dépenses en capital des commissions scolaires, des établissements de santé et de services sociaux	484 547	779 235
Pour des dépenses en capital		
Municipalités et organismes municipaux		
Aqueducs, égouts et autres	334 804	399 205
Assainissement des eaux	1 625 959	1 938 124
Sociétés d'État, divers organismes et sociétés	86 918	129 457
Pour l'aide financière à des entreprises du gouvernement du Québec, à l'habitation familiale et autres, imputable à des crédits permanents	75 728	95 393
Autres engagements (pour engagements conditionnels de congés de maladie accumulés)	316 252	299 991
	11 108 354	10 585 180
Non budgétaires:		
Solde à verser pour des apports de capitaux à des entreprises du gouvernement du Québec, imputable à des crédits permanents	36 350	85 100
	11 144 704*	10 670 280*

* Les emprunts garantis et les engagements en monnaie étrangère sont indiqués en monnaie canadienne aux cours en vigueur au 31 mars.

NOTES COMPLÉMENTAIRES (suite)
PASSIFS ÉVENTUELS ET ENGAGEMENTS FINANCIERS

ANNEXE 5

(en milliers de dollars)

AUTRES ÉVENTUALITÉS ET AUTRE ENGAGEMENT

Cautionnement par la Société générale de financement du Québec

Le gouvernement du Québec a garanti les montants à être versés par cette Société aux termes du contrat de parachèvement relatif à la mise sur pied d'un complexe forestier intégré. Ce contrat prévoit principalement le versement de sommes en cas de manque de fonds de Donohue St-Félicien Inc. ou de défaut en regard du remboursement du capital et des intérêts des obligations émises par Donohue St-Félicien Inc. lesquelles s'élevaient au 31 mars 1987 à 113,7 millions de dollars (131,0 millions de dollars en 1986).

Fonds d'assurance-prêts agricoles et forestiers

Le Ministre des Finances est autorisé à verser au Fonds, à la demande de ce dernier, les sommes requises pour parfaire le paiement de ses obligations envers les prêteurs lequel doit s'effectuer d'abord à même ses revenus et, si ces derniers sont insuffisants, à même toute partie du capital du Fonds qui excède 10,0 millions de dollars.

Au 31 mars 1987, l'avoir du Fonds s'élevait à 10,0 millions de dollars (10,0 millions de dollars en 1986) et le solde en capital des prêts consentis à 1 642,0 millions de dollars (1 550,7 millions de dollars en 1986).

Au cours de l'exercice, le Fonds a déboursé environ 20,0 millions de dollars des 90 millions de dollars qu'il estimait devoir rembourser aux prêteurs au 31 mars 1986. Selon une analyse des prêts assurés au 31 mars 1987 en défaut depuis un an, le montant estimé des pertes que le Fonds sera appelé à rembourser aux prêteurs est 90,0 millions de dollars. Le déboursement de ce montant s'étalera sur les prochains exercices financiers.

Aluminerie de Bécancour

En 1984, la Société générale de financement du Québec (S.G.F.) par l'intermédiaire d'Albecour, société en commandite, dont l'unique associé commanditaire est la Société générale d'aluminerie Inc., s'est engagée à participer au projet d'implantation d'une aluminerie à Bécancour dans une proportion de 24,95% en propriété indivise avec la société Pechiney Québec Inc. (50,1%) et la société Alumax Québec Inc. (24,95%.)

Le coût total du projet, estimé à 1,1 milliard de dollars, sera supporté par chaque propriétaire au prorata de sa participation et, dans le cas de la S.G.F., sera financé à même le produit de souscriptions d'actions par son actionnaire, le gouvernement du Québec, au montant maximum global de 150,0 millions de dollars et par un emprunt bancaire pouvant totaliser 215,0 millions de dollars en monnaie des États-Unis, garanti par le Gouvernement jusqu'à la date d'achèvement du projet. Après cette date, cette garantie prendra fin en autant que la compagnie rencontrera certaines exigences financières.

Au 31 mars 1987, le gouvernement du Québec a souscrit et payé 82,5 millions de dollars sur cet engagement de 150,0 millions de dollars laissant un solde de 67,5 millions de dollars à souscrire au cours des prochaines années financières.

La garantie du Gouvernement sur l'emprunt bancaire est de 140,0 millions de dollars en monnaie des États-Unis (équivalent canadien 182,7 millions de dollars) au 31 mars 1987 et est incluse aux emprunts garantis indiqués ci-haut.

5

TABLEAUX COMPLÉMENTAIRES
DÉTAILLANT LES POSTES
DE L'ACTIF ET DU PASSIF
AU 31 MARS 1987

COMPTES À RECEVOIR

(en milliers de dollars)

	Agents et mandataires — remises d'avril		Autres débiteurs		Total	
	1987	1986	1987	1986	1987	1986
REVENU						
Impôts sur le revenu et les biens						
Revenu des particuliers	662 789	629 764	556 676	678 787	1 219 465	1 308 551
Contributions des employeurs au Fonds des services de santé	145 947	127 420			145 947	127 420
Impôts des sociétés			59 587	103 817	59 587	103 817
Droits de successions			9 044	6 753	9 044	6 753
Taxes à la consommation						
Ventes au détail	303 530	260 474	93 756	120 669	397 286	381 143
Carburants	96 677	91 463	18 378	10 700	115 055	102 163
Autres	84 718	77 165	56 099	85 567	140 817	162 732
Droits et permis	27 279	28 630	15 916	18 270	43 195	46 900
Revenus divers	11	10	192 963	190 977	192 974	190 987
Revenus provenant des sociétés d'État			67 000	29 000	67 000	29 000
Transferts du gouvernement du Canada			179 727	151 585	179 727	151 585
DÉPENSES ET AUTRES			182 936[2]	98 723	182 936	98 723
	1 320 951	1 214 926	1 432 082[1]	1 494 848	2 753 033[1]	2 709 774
Moins:						
Provision pour créances douteuses			486 507[1]	716 723	486 507[1]	716 723
	1 320 951	1 214 926	945 575	778 125	2 266 526	1 993 051

[1] Après avoir déduit des créances radiées de 334 401 609 $ au cours de l'année financière 1986-1987 contre la provision.

[2] Y compris 73 419 500 $ représentant l'équivalent canadien au 31 mars 1987 d'un montant de 35 000 000 livres sterling en dépôt chez un agent à Londres pour le remboursement d'un emprunt échéant le 1er avril 1987.

PLACEMENTS

(en milliers de dollars)

		Actions	
		1987	1986
	SOMMAIRE		
1	Entreprises du gouvernement du Québec	8 210 466	7 758 604
2	Municipalités et organismes municipaux		
3	Particuliers, sociétés et autres	102	
		8 210 568	7 758 604
	DÉTAIL		
	Entreprises du gouvernement du Québec		
4	Agence québécoise de valorisation industrielle de la recherche	10 000[2]	10 000[2]
5	Fonds d'assurance-prêts agricoles et forestiers	7 023 109	6 720 109
6	Hydro-Québec	21 146	5 771
7	Loto-Québec		
8	Sidbec		
9	Société de développement des coopératives		
10	Société de développement des industries de la culture et des communications	18 741	17 163
11	Société de développement industriel du Québec	32 944[2]	32 944[2]
12	Société de récupération, d'exploitation et de développement forestiers du Québec	117 010	85 385
13	Société des alcools du Québec	31 555	31 884
14	Société des établissements de plein air du Québec	26 238	27 375
15	Société d'habitation du Québec		
16	Société générale de financement du Québec	478 369	413 287
17	Société immobilière du Québec	88 907[2]	80 787[2]
18	Société québécoise d'exploration minière	100 658	67 716
19	Société québécoise d'initiatives agro-alimentaires	72 386	61 304
20	Société québécoise d'initiatives pétrolières	171 565	160 065
21	Autres[1]	17 838	44 814
		8 210 466	7 758 604
	Moins provisions:		
22	Créances douteuses		
23	Autres[3]		
		8 210 466	7 758 604
	Municipalités et organismes municipaux		
24	Projets d'investissement dans le développement		
25	Projets des zones spéciales		
26	Autres projets		
	Particuliers, sociétés et autres		
	Particuliers		
27	Étudiants		
28	Pêcheurs		
29	Producteurs agricoles		
30	Moins provision pour créances douteuses		
31	Sociétés et autres	102	
32	Moins provision pour créances douteuses		
		102	
		102	
		8 210 568	7 758 604

(1) Entreprises dans lesquelles la participation totale du Gouvernement au 31 mars 1987 est inférieure à 10 000 000 $.

(2) Dotation au coût dont 7 666 100 $ à la Société immobilière du Québec.

Obligations et billets		Prêts et avances		Total		
1987	1986	1987	1986	1987	1986	
340 580	128 689	126 777	495 828	8 677 823	8 383 121	1
57 657	60 615	10 137	7 530	67 794	68 145	2
40 000		146 012	148 290	186 114	148 290	3
438 237	189 304	282 926	651 648	8 931 731	8 599 556	
		16 000	16 000	16 000	16 000	4
				10 000	10 000	5
		6 500	6 500	7 029 609	6 726 609	6
				21 146	5 771	7
		67 798	61 268	67 798	61 268	8
		14 175	16 392	14 175	16 392	9
				18 741	17 163	10
		49 592	13 349	82 536	46 293	11
		18 271	18 042	135 281	103 427	12
				31 555	31 884	13
				26 238	27 375	14
127 595	128 689			127 595	128 689	15
		15 000	15 000	493 369	428 287	16
212 985			367 985	301 892	448 772	17
				100 658	67 716	18
		262	300	72 648	61 604	19
				171 565	160 065	20
		10 858	46 734	28 696	91 548	21
340 580	128 689	198 456	561 570	8 749 502	8 448 863	
		2 056	2 649	2 056	2 649	22
		69 623	63 093	69 623	63 093	23
340 580	128 689	126 777	495 828	8 677 823	8 383 121	
11 114	12 770			11 114	12 770	24
46 136	47 353	6 837	6 930	52 973	54 283	25
407	492	3 300	600	3 707	1 092	26
57 657	60 615	10 137	7 530	67 794	68 145	
		36 826[4]	30 019	36 826	30 019	27
		29 535	25 626	29 535	25 626	28
		1 066	1 066	1 066	1 066	29
		67 427	56 711	67 427	56 711	
		15 076[4]	12 248	15 076	12 248	30
		52 351	44 463	52 351	44 463	
40 000		95 743[4]	111 493	135 845	111 493	31
		2 082[4]	7 666	2 082	7 666	32
40 000		93 661	103 827	133 763	103 827	
40 000		146 012	148 290	186 114	148 290	
438 237	189 304	282 926	651 648	8 931 731	8 599 556	

[3] Pour appliquer en premier lieu la portion de l'excédent du déficit accumulé sur le coût des actions détenues dans Sidbec (67 798 000 $) et dans la Société nationale de l'amiante-Autres (1 825 420 $).

[4] Après avoir déduit des créances radiées de 1 966 182 $ pour les étudiants et 5 538 387 $ pour les sociétés et autres.

CONTINUITÉ DU COMPTE D'ACCORDS DE PERCEPTION FISCALE
ANNÉE FINANCIÈRE TERMINÉE LE 31 MARS 1987

(en milliers de dollars)

	Diverses municipalités	Fonds de la réforme du cadastre québécois	Fonds spécial olympique	Régie des rentes du Québec	Total
Solde au début	210 250		3 431	18 739	232 420
Encaissements	229 723[1]	4 245	120 261	1 577 618[1]	1 931 847
Remises	216 381	4 245	122 111	1 555 143	1 897 880
Solde à la fin	223 592		1 581	41 214	266 387

[1] Les frais de perception de 3 407 833 $ pour les Diverses municipalités et de 23 436 041 $ pour la Régie des rentes du Québec portés aux revenus - Ventes de biens et services - ont été diminués des encaissements.

COMPTES À PAYER

(en milliers de dollars)

	1987	1986
Transferts aux		
Commissions scolaires	934 906	917 391
Établissements de santé et de services sociaux	717 450	587 652
Institutions d'enseignement		
Collégiales	93 050	82 608
Universitaires	116 634	84 788
Municipalités et organismes municipaux	78 105	75 423
Régie de l'assurance-maladie du Québec	215 218	186 579
Autres bénéficiaires	200 662	174 061
Traitements et avantages sociaux	144 137	89 392
Fournisseurs et autres	244 364	280 452
	2 744 526	2 478 346

CONTINUITÉ DU COMPTE DES RÉGIMES DE RETRAITE
ANNÉE FINANCIÈRE TERMINÉE LE 31 MARS 1987

(en milliers de dollars)

	Solde au début	Excédent des contributions et cotisations sur les pensions et autres paiements	Solde à la fin
Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics	4 906 056	675 372	5 581 428
Régime de retraite des enseignants	2 081 511	385 623	2 467 134
Régime de retraite de certains enseignants		140 802	140 802
Régime de retraite des fonctionnaires	664 394	78 931	743 325
Régime de retraite des membres de la Sûreté du Québec	316 059	68 710	384 769
Régime de retraite des juges et coroners	29 832	5 363	35 195
	7 997 852	1 354 801*	9 352 653

* Voir le détail à la page 20

BONS DU TRÉSOR, OBLIGATIONS ET AUTRES EMPRUNTS

(en milliers de dollars)

	Bons du trésor	Obligations moins fonds d'amortissement	Autres emprunts moins fonds d'amortissement	Total
Solde au début	1 635 000	19 801 096[1]	2 195 865[1]	23 631 961
Émissions	5 620 000	3 674 231	721 819	10 016 050
Ajustement de change suite à la conversion en équivalent canadien au 31 mars 1987 des emprunts en monnaies étrangères		136 425	19 556	155 981
Remboursements[2]	5 700 000	1 174 182	1 323 393	8 197 575
Solde à la fin	1 555 000	22 437 570[1]	1 613 847[1]	25 606 417

[1] Après avoir déduit respectivement pour les obligations et les autres emprunts, les fonds d'amortissement de 229 153 002 $ et 20 754 804 $ au 1er avril 1986 ainsi que 307 914 466 $ et 23 691 707 $ au 31 mars 1987.

[2] Y compris les contributions aux fonds d'amortissement.

ÉCHÉANCIER SOMMAIRE
DES BONS DU TRÉSOR, OBLIGATIONS ET AUTRES EMPRUNTS
MOINS LES FONDS D'AMORTISSEMENT
AU 31 MARS 1987

(en milliers de dollars)

Échéances	En monnaie du Canada	En monnaie des États-Unis [1]	En monnaie de la République Fédérale d'Allemagne [1]	En monnaie du Japon [1]	En monnaie de la Suisse [1]	Autres monnaies étrangères [1]	Total
1987-1988	2 406 077	54 488	129 305	53 784	10 404	119 145	2 773 203
1988-1989	951 585	50 595	12 934	71 712	10 404	77 148	1 174 378
1989-1990	919 988	388 401	12 431	189 588	10 404	72 053	1 592 865
1990-1991	684 655	264 488	18 113	212 445	17 341	9 036	1 206 078
1991-1992	811 581	206 405	410 378	99 500	89 312	10 843	1 628 019
1987 — 1992	5 773 886	964 377	583 161	627 029	137 865	288 225	8 374 543
1992 — 1997	7 005 265	1 134 409	144 900	706 814	186 430	84 971	9 262 789
1997 — 2002	2 122 472	1 000 186	217 350	248 305	124 866	174 080	3 887 259
2002 — 2007	1 779 120	314 181		69 025	201 164		2 363 490
2007 — 2012	568 481	48 940		41 230			658 651
2012 — et plus	6 931	947 869				104 885	1 059 685
TOTAL	17 256 155	4 409 962	945 411	1 692 403	650 325	652 161	25 606 417

NOTE: Cet échéancier tient compte d'un montant de 1 555,0 M$ (millions de dollars) en 1987-1988, pour les bons du trésor et il est établi, en tenant compte pour les obligations négociables, des dates d'options de rachat au gré des détenteurs et non au gré du Gouvernement et d'une prévision de remboursement avant échéance des obligations remboursables à demande, dont 420,9 M$ (millions de dollars) en 1987-1988, 396,6 M$ en 1988-1989, 325,3 M$ en 1989-1990 et 249,4 M$ en 1990-1991, et 212,0 M$ en 1991-1992. De plus, il tient compte des dates les plus éloignées dans le cas des options d'échange.

Par ailleurs, les contributions futures aux fonds d'amortissement ont été considérées comme remboursements d'emprunts dans l'année où elles seront versées, diminuant ainsi le solde à rembourser lors de l'échéance.

[1] En équivalent canadien selon le taux de conversion au 31 mars 1987. Toutefois les emprunts faisant l'objet de contrats d'échange de devises sont convertis aux taux de change établis selon les conditions du contrat.

EMPRUNTS GARANTIS
PAR LE GOUVERNEMENT DU QUÉBEC
(en milliers de dollars)

	1987	1986
Entreprises du gouvernement du Québec		
Commission municipale de Québec	44 156	47 087
Hydro-Québec	21 859 051[2]	21 388 318
Madelipêche Inc.	10 263	8 356
Office du crédit agricole du Québec		14 000
Régie de l'assurance-dépôt du Québec		14 500
Régie de l'assurance-maladie du Québec	16 772	17 083
Régie des installations olympiques	638 479	663 028
Sidbec	302 759	275 724
Société de développement de la Baie James	6 301	7 739
Société de développement industriel du Québec	74 736	63 250
Société du Grand Théâtre de Québec	3 950	3 950
Société du Palais des congrès de Montréal	86 500	86 500
Société du Parc industriel du centre du Québec	35 000	
Société générale de financement du Québec	182 714[4]	131 346
Société immobilière du Québec	253 600	
Société nationale de l'amiante	68 489	
Société québécoise d'assainissement des eaux	75 531	52 550
	23 658 301[1]	22 773 431[1]
Municipalités et organismes municipaux		
Ville de Longueuil (Cité de Jacques-Cartier)	1 057	1 057
Agriculteurs	1 437	4 068
Éditeurs et Libraires	317	305
Étudiants	927 483[3]	769 079
Fonds des personnes incarcérées des établissements de détention	483	589
Producteurs agricoles et propriétaires forestiers	398	629
Sociétés des coopératives agricoles et corporations exerçant des activités similaires	6 661	7 147
Usines laitières régionales	1 000	1 260
	938 836	784 134
	24 597 137[1]	23 557 565[1]

[1] Les emprunts garantis contractés en monnaie étrangère, sont indiqués en monnaie canadienne aux cours en vigueur au 31 mars.

[2] Y compris 130 510 $ (139 730 $ en 1986) pour les obligations d'Hydro-Québec détenues par le Gouvernement du Québec aux fonds d'amortissement.

[3] Les intérêts sur ces prêts sont payés par le Gouvernement du Québec tant que l'emprunteur est étudiant.

[4] Emprunt effectué par la Société Québécoise d'Aluminium Inc., filiale de la Société générale de financement du Québec.

ENGAGEMENTS FINANCIERS

(en milliers de dollars)

SOMMAIRE	1987	1986 (redressé)
BUDGÉTAIRES	11 108 354	10 585 180
NON BUDGÉTAIRES	36 350	85 100
	11 144 704	10 670 280

	Autorisés par le Gouvernement[2]	Autorisés par le Ministre[3]	1987	1986
BUDGÉTAIRES				
Pour le remboursement du principal des emprunts contractés pour des dépenses en capital [1]				
Commissions scolaires	51 636	2 228 607	2 280 243[7]	1 983 638
Collèges d'enseignement général et professionnel	218 212	667 787	885 999[7]	688 911
Universités	853 649	42 413	896 062[7]	772 706
Établissements de santé	349 984[4]	559 198	909 182[7]	837 364
Établissements de services sociaux	176 894[4]	232 398	409 292[7]	342 694
Municipalités et organismes municipaux	2 724 059		2 724 059	2 245 300
Sociétés d'État et divers organismes	79 309		79 309	73 162
	4 453 743	3 730 403	8 184 146[5]	6 943 775
Pour des dépenses en capital				
Commissions scolaires		229 785	229 785	455 082
Collèges d'enseignement général et professionnel		18 789	18 789	125 662
Universités				48 350
Établissements de santé		200 273	200 273	134 730
Établissements de services sociaux		35 700	35 700	15 411
Municipalités et organismes municipaux	1 960 763		1 960 763	2 337 329
Société d'État et divers organismes et sociétés	86 918		86 918	129 457
	2 047 681	484 547	2 532 228	3 246 021
Pour de l'aide financière à des entreprises du gouvernement du Québec, à l'habitation familiale et autres:				
Imputable à des crédits permanents			75 728	95 393
Autres engagements (pour engagements conditionnels de congés de maladie accumulés)			316 252	299 991
			11 108 354	10 585 180
NON BUDGÉTAIRES				
Solde à verser pour des apports de capitaux à des entreprises du gouvernement du Québec imputable à des crédits permanents			36 350	85 100
			11 144 704[6]	10 670 280

[1] Les emprunts en monnaie étrangère apparaissent en équivalent canadien de la valeur nominale au taux de change en vigueur le 31 mars.

[2] Autorisés par le Gouvernement et/ou le Conseil du trésor.

[3] Autorisés par le Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Science ou de l'Éducation ou de la Santé et des services sociaux.

[4] Excluant 7 714 000 $ (7 794 000 $ en 1986) pour les établissements de santé et 185 614 000 $ (187 231 000 $ en 1986) pour les établissements de services sociaux à l'égard de projets complétés, dettes pour lesquelles aucune cession et aucun transport de subventions n'ont été autorisés pour en garantir le paiement.

[5] Voir l'échéancier sommaire à la page suivante.

[6] Ces engagements financiers seront liquidés à même des crédits annuels autorisés par l'Assemblée nationale, sauf lorsqu'indiqué autrement.

[7] Après avoir déduit le revenu du fonds d'amortissement afférent à des emprunts de commissions scolaires 13 200 120 $, de collèges d'enseignement général et professionnel 1 440 360 $, d'universités 1 324 196 $, d'établissements de santé 1 193 772 $ et d'établissements de services sociaux 397 587 $.

ÉCHÉANCIER SOMMAIRE DES ENGAGEMENTS FINANCIERS POUR LE REMBOURSEMENT DU PRINCIPAL DES EMPRUNTS CONTRACTÉS POUR DES DÉPENSES EN CAPITAL AU 31 MARS 1987

(en milliers de dollars)

Échéances	Commissions scolaires	Collèges d'enseignement général et professionnel	Universités	Établissements de santé	Établissements de services sociaux	Municipalités et organismes municipaux	Sociétés d'État et divers organismes	Total
1987-1988	516 173[1]*	169 564[1]*	156 371[1]*	313 993[1]*	90 393[1]*	231 753*		1 478 247
1988-1989	287 815	52 749	58 762	80 733	15 826	144 878	3 408	644 171
1989-1990	267 054	93 492	71 841	74 491	50 167	255 342	23 598	835 985
1990-1991	193 885	91 573	73 893	82 771	42 231	534 158	11 801	1 030 312
1991-1992	209 465	185 805	80 004	86 783	11 015	204 779	6 103	783 954
1987 — 1992	1 474 392[1]*	593 183[1]*	440 871[1]*	638 771[1]*	209 632[1]*	1 370 910*	44 910	4 772 669
1992 — 1997	596 587	239 403	276 548	195 500	117 667	870 775	12 918	2 309 398
1997 — 2002	142 462	33 223	74 008	39 620	18 032	167 792	12 810	487 947
2002 — 2007	57 204	18 643	85 312	33 777	9 976	155 305	8 671	368 888
2007 — 2012	7 505	712	14 689	1 514	4 686	29 863		58 969
2012 — 2017	860	345	2 366		6 936	48 725		59 232
2017 — 2022	1 083	107	2 268		10 267	46 817		60 542
2022 — 2027	150	183			15 198	18 419		33 950
2027 — 2032		200			16 898	14 811		31 909
2032 — 2037						642		642
	2 280 243[1]*	885 999[1]*	896 062[1]*	909 182[1]*	409 292[1]*	2 724 059*	79 309	8 184 146

* Incluant des emprunts temporaires de 275 722 000 $ aux commissions scolaires, de 77 369 000 $ aux collèges d'enseignement général et professionnel, de 42 413 000 $ aux universités, de 144 468 000 $ aux établissements de santé, de 76 318 000 $ aux établissements de services sociaux et de 136 867 379 $ aux municipalités et aux organismes municipaux qui feront l'objet d'un financement à long terme lors de l'achèvement de projets en cours ou lors du refinancement de projets terminés.

[1] Après avoir déduit le revenu du fonds d'amortissement afférent à des emprunts de commissions scolaires 13 200 120 $, de collèges d'enseignement général et professionnel 1 440 360 $, d'universités 1 324 196 $, d'établissements de santé 1 193 772 $ et d'établissements de services sociaux 397 587 $.

NOTE: L'échéancier est déterminé selon les dates indiquées aux obligations ou billets, mais il peut arriver qu'au moment de l'échéance, le montant soit refinancé modifiant l'échéancier tel que présenté plus haut.

Les chiffres publiés en regard des années antérieures ont été ajustés pour les rendre comparables à ceux de 1986-1987 en tenant compte des modifications intervenues à la nouvelle législation au mode de budgétisation et aux conventions comptables telles :

— La participation du gouvernement dans les résultats de ses entreprises dont il détient les actions avec contrepartie aux revenus de façon à présenter leur valeur de consolidation et lorsque sa participation devient déficitaire une provision pour perte sur placements équivalente au montant de ce déficit est inscrite au passif du gouvernement et la variation annuelle est portée aux dépenses.

— L'inscription aux dépenses de toutes les dettes pour biens et services acquis et transferts dus sans relation aux crédits.

— L'inscription en monnaie canadienne des emprunts en monnaie étrangère aux taux de change en vigueur au 31 mars et amortissement de la variation du change portée aux dépenses.

— Provision pour créances douteuses inscrite aux dépenses.

— La budgétisation et la comptabilisation des remboursements et des contributions fédérales appliqués comme revenus au lieu de réduction des dépenses. Il en est de même pour les frais accidents du travail et maladies professionnelles. Les revenus budgétaires et comptables sont également ajustés afin d'être appliqués sur l'imputation des dépenses.

— La comptabilisation des opérations des régimes de retraite aux opérations non budgétaires.

— L'intégration des opérations de l'OPC des autoroutes du Québec à celles du Gouvernement depuis le 1er avril 1980.

— L'intégration du financement des opérations de la Régie de l'assurance-maladie du Québec aux opérations budgétaires du Gouvernement par suite de la Loi sur les services de santé.

— Les revenus des fonds d'amortissement comptabilisés en diminution des dépenses au lieu d'être inscrits aux revenus.

— La comptabilisation des revenus de vente de biens et services produits par l'administration du Code de la route et de la vente de permis depuis le 31 mars 1982 suite au jugement du Bureau des véhicules automobiles du Québec.

ÉTAT SOMMAIRE DES OPÉRATIONS FINANCIÈRES
1977-1978 à 1986-1987

(en millions de dollars)

	1986-1987	1985-1986	1984-1985	1983-1984
Opérations budgétaires				
Revenus	+ 25 646,2	+ 24 285,2	+ 22 369,6	+ 21 937,2
Dépenses	- 28 465,4	- 27 629,1	- 26 165,3	- 24 038,0
Déficit	- 2 819,2	- 3 343,9	- 3 795,7	- 2 100,8
Opérations non budgétaires				
Placements — actions, obligations, billets, prêts et avances	- 350,2	- 4,7	- 228,4	- 673,3
Provision pour perte sur placements en actions	- 29,5	+ 45,1	+ 61,0	+ 1,6
Compte des régimes de retraite	+ 1 354,8	+ 1 269,0	+ 1 183,5	+ 1 056,7
Provision pour financer l'assainissement des eaux	+ 9,8	+ 4,3		
Autres comptes	+ 83,7	+ 290,2	+ 766,4	- 535,4
Solde	+ 1 068,6	+ 1 603,9	+ 1 782,5	- 150,4
Besoins financiers nets	- 1 750,6	- 1 740,0	- 2 013,2	- 2 251,2
Financement				
Variation de l'encaisse	- 80,9	- 18,0	- 211,0	- 13,7
Variation de la dette à long terme				
Nouveaux emprunts	+ 4 396,0	+ 2 992,5	+ 3 281,0	+ 2 797,0
Accroissement de la dette résultant de l'amortissement de la variation du change étranger	+ 13,1	+ 69,0	+ 43,1	+ 36,4
Remboursements d'emprunts	- 2 577,6	- 1 303,5	- 1 099,9	- 568,5
Solde	+ 1 750,6	+ 1 740,0	+ 2 013,2	+ 2 251,2

N.B. Le signe (-) signifie un besoin de financement et le signe (+) signifie une source de financement.

1982-1983	1981-1982	1980-1981	1979-1980	1978-1979	1977-1978
+ 19 841,5	+ 17 998,4	+ 14 712,0	+ 13 262,7	+ 11 833,2	+ 11 126,0
- 22 260,5	- 20 576,4	- 18 162,1	- 15 611,9	- 13 320,7	- 11 785,0
- 2 419,0	- 2 578,0	- 3 450,1	- 2 349,2	- 1 487,5	- 659,0
- 761,1	- 586,6	- 56,3	- 188,2	- 188,3	- 228,7
+ 1 051,2	+ 1 007,3	+ 822,3	+ 682,8	+ 315,7	+ 264,4
- 107,9	+ 3,0	+ 362,7	+ 480,8	+ 88,8	- 545,7
+ 182,2	+ 423,7	+ 1 128,7	+ 975,4	+ 216,2	- 510,0
- 2 236,8	- 2 154,3	- 2 321,4	- 1 373,8	- 1 271,3	- 1 169,0
- 75,5	+ 207,9	- 456,1	+ 229,3	+ 49,6	+ 372,4
+ 2 761,8	+ 2 951,6	+ 3 352,9	+ 1 648,9	+ 1 575,5	+ 1 042,3
+ 23,4	+ 25,1	+ 21,9	+ 19,9	+ 19,4	+ 12,5
- 472,9	- 1 030,3	- 597,3	- 524,3	- 373,2	- 258,2
+ 2 236,8	+ 2 154,3	+ 2 321,4	+ 1 373,8	+ 1 271,3	+ 1 169,0

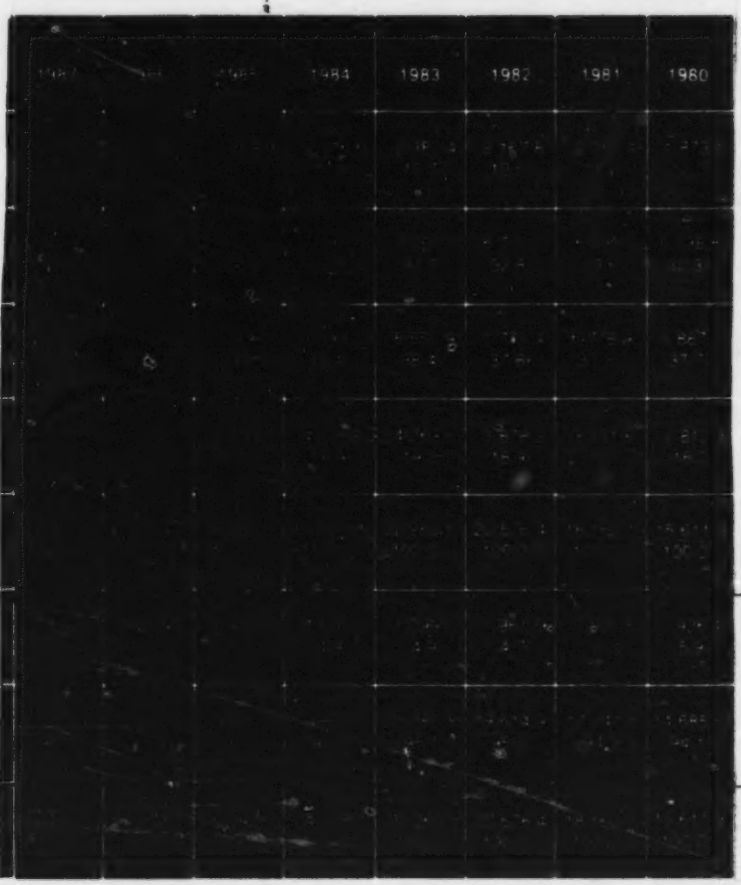
STATISTIQUES COMPARATIVES DES REVENUS 1978-1987

(en millions de dollars)

Année financière terminée en:	1987	1986	1985	1984	1983	1982	1981	1980	1979	1978
IMPÔTS SUR LE REVENU ET LES BIENS									5 360,1 45,3%	4 907,3 44,1%
TAXES À LA CONSOMMATION									2 149,6 18,2%	2 145,9 19,3%
DROITS ET PERMIS								418,0 3,1%	394,4 3,3%	353,8 3,2%
REVENUS DIVERS						494,4 2,7%		370,8 2,8%	342,9 2,9%	329,2 2,9%
REVENUS PROVENANT DES SOCIÉTÉS D'ÉTAT									253,5 2,1%	253,9 2,3%
REVENUS AUTONOMES									8 500,5 71,8%	7 990,1 71,8%
TRANSFERTS DU GOUVERNEMENT DU CANADA						4 571,5 25,4%		3 823,6 28,8%	3 332,7 28,2%	3 135,9 28,2%
TOTAL									11 833,2 100,0%	11 126,0 100,0%

STATISTIQUES COMPARATIVES DES DÉPENSES 1978-1987

(en millions de dollars)



Année financière terminée en:	1979	1978
MISSION ÉCONOMIQUE	1 631,4 12,2%	1 431,9 12,1%
MISSION ÉDUCATIVE ET CULTURELLE	4 008,0 30,1%	3 686,4 31,3%
MISSION SOCIALE	5 163,2 38,8%	4 543,3 38,6%
MISSION GOUVERNEMENTALE ET ADMINISTRATIVE	2 518,1 18,9%	2 123,4 18,0%
TOTAL DES MISSIONS	13 320,7 100,0%	11 785,0 100,0%
DÉPENSES EN CAPITAL[1]	598,2 4,5%	541,9 4,6%
AUTRES DÉPENSES	12 722,5 95,5%	11 243,1 95,4%
TOTAL	13 320,7 100,0%	11 785,0 100,0%

[1] Les données de 1987, 1986, 1985, 1984, 1983, 1982, 1981 et 1980 comprennent respectivement des dépenses en capital par paiements de transfert pour 582,8 M $* (millions de dollars), 717,9 M $*, 807,4 M $*, 621,8 M $*, 556,2 M $, 409,0 M $, 359,8 M $ et 327,0 M $ alors que pour les années 1978 et 1979 ces paiements sont exclus, ces données n'étant pas disponibles.

* Y compris 245,3 M $ en 1987, 251,6 M $ en 1986, 257,3 M $ en 1985, 173,7 en 1984 et 161,5 M $ en 1983 pour les paiements de transfert afférents au Service de la dette (capital) de dépenses en capital. Les données à ce titre de 1980 à 1982 ne sont pas disponibles.

STATISTIQUES BUDGÉTAIRES ET FINANCIÈRES

(en millions de dollars)

Année	Revenus	Dépenses	Surplus (+) ou déficit (–) des opérations budgétaires	Dette nette[1]
1940-1941	85,9	109,9	– 24,0	323,6
1945-1946	123,9	116,0	+ 7,9	306,9
1950-1951	258,8	242,8	+ 16,0	274,6
1955-1956	463,2	442,1	+ 21,1	275,4
1960-1961	751,2	855,5	– 104,3	373,9
1965-1966	1 736,7	1 999,5	– 262,8	1 397,5
1970-1971	3 885,2	4 020,2	– 135,0	2 207,4
1975-1976	8 380,7	9 229,4	– 848,7	4 311,1
1977-1978	11 126,0	11 785,0	– 659,0	6 779,6[2,3]
1978-1979	11 833,2	13 320,7	– 1 487,5	8 170,7[3,4]
1979-1980	13 262,7	15 611,9	– 2 349,2	10 496,1[3]
1980-1981	14 712,0	18 162,1	– 3 450,1	13 954,8[3]
1981-1982	17 998,4	20 576,4	– 2 578,0	12 155,1[3,5]
1982-1983	19 841,5	22 260,5	– 2 419,0	14 580,3[3]
1983-1984	21 937,2	24 038,0	– 2 100,8	16 776,6[3,6]
1984-1985	22 369,6	26 165,3	– 3 795,7	20 857,1[3,7,8]
1985-1986	24 285,2	27 629,1	– 3 343,9	25 007,6[3,8,9]
1986-1987	25 646,2	28 485,4	– 2 819,2	27 835,8[3,10,11]

[1] La dette nette représente l'ensemble des dettes directes moins les actifs inscrits à l'état de l'actif et du passif.

Au cours de l'exercice 1976-1977, la dette nette a été augmentée de 807,5 M $ pour tenir compte des redressements aux placements en actions, aux comptes à payer et aux emprunts en devises étrangères pour mettre en vigueur à compter du 1er avril 1977 les modifications aux conventions comptables énumérées à la page 31.

[2] Inclut les régularisations effectuées par les entreprises du gouvernement du Québec à leurs états financiers de 0,7 M $ en 1977-1978, 0,7 M $ en 1978-1979, (23,8 M $) en 1979-1980, 8,6 M $ en 1980-1981, (3,6 M $) en 1981-1982, 6,2 M $ en 1982-1983, 37,0 M $ en 1983-1984, 398,3 M $ en 1984-1985, 167,5 M $ en 1985-1986, 3,8 M $ en 1986-1987.

[3] Au 1er avril 1978, la dette nette a été diminuée de 97,3 M $ pour annuler l'effet de modifications apportées à la dette nette, pour fins de comparaison, de 1940-1941 à 1977-1978, suite à la nouvelle comptabilisation des régimes de retraite.

[4] Y compris 4 374,1 M $ pour tenir compte des actions d'Hydro-Québec attribuées au Ministre des Finances et payées à même les bénéfices nets accumulés de cette société d'État jusqu'au 31 décembre 1980.

[5] Au 1er avril 1983, la dette nette a été augmentée de 58,5 M $ suite à l'annulation des avances, comptes à recevoir et intérêts courus à recevoir de la Société d'aménagement de l'Outaouais.

[6] Au cours de l'exercice 1984-1985, la dette nette a été diminuée de 528,0 M $ pour tenir compte de 80,0 M $ d'actions de la Société immobilière du Québec remises au Ministre des Finances et des avances de 448,0 M $ consenties à cette dernière lors de la cession de biens à cette Société.

[7] Inclut la variation de change non amortie sur les emprunts en devises étrangères de 414,5 M $ portée à la dette nette en 1984-1985 et 864,2 M $ en 1985-1986.

[8] Y compris 25,1 M $ pour tenir compte des actions de la Société des établissements de plein air du Québec attribuées au Ministre des Finances lors de la cession de biens à cette Société.

[9] Au 1er avril 1986, la dette nette a été augmentée de 14,5 M $ suite à la radiation du placement en actions dans la Raffinerie de sucre du Québec.

[10] Au cours de l'exercice 1986-1987, la dette nette a été diminuée de 9,1 M $ suite à la réduction des comptes à payer — contrats de location-acquisition du 31 mars 1986.